

Mexico

ET

M. L'AMBASSADEUR

D. FRANCISCO PACHECO.

ECRIT EN ESPAGNOL

PAR

M. Payno.

MEXICO.

IMPRIMERIE DE IGNACIO CUMPLIDO.

Calle de los Rebeldes num. 2

1862.

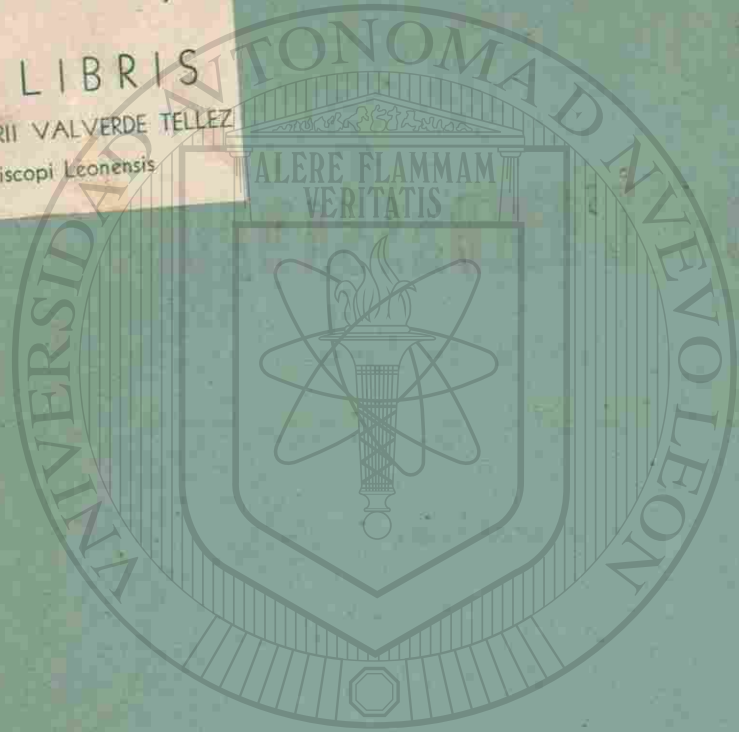
NON

NON

F1233
P27



EX LIBRIS
HEMETHERII VALVERDE TELLEZ
Episcopi Leonensis



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

MEXICO

ET M.

L'AMBASSADEUR

D. Francisco Pacheco.

ECRIT EN ESPAGNOL

PAR

M. PAYNO.



MEXICO.
IMPRIMERIE DE I. CUMPLIDO,
CALLE DE LOS REBELDES NUM. 2.

1862.

Capilla Alfonso
Biblioteca Universitaria

038318

942.
P.



F1

P27



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

81880

Faint, illegible text from the reverse side of the page.

C'EST en vain, dit Quintilien dans ses admirables institutions, que l'orateur se servira de toutes les fleurs de la rhétorique, si son discours n'a pas pour bases l'histoire, la justice et la vérité.

En effet, en lisant ce qu'ont publié les journaux de la capitale, la première difficulté qui se présente, c'est de trouver une désignation convenable à ce que, durant quatre jours, a débité, dans le Sénat espagnol, M. Joaquín Francisco Pacheco.

Est-ce, par hasard, un discours parlementaire? Est-ce un panégyrique de sa propre personne? Est-ce une cruelle invective contre le ministère qui lui confia une haute mission, ou un passage de mémoires contemporains, ou bien encore des fragments et des impressions d'un voyage au pays des mulâtres et des indiens? Et si ce n'est rien de tout cela, quel qu'un dira peut-être que c'est un long article de mœurs, destiné à remplir le feuilleton d'un journal afin d'attirer l'attention des abonnés, en leur faisant des contes aussi merveilleusement fantastiques, qu'in vraisemblables et absurdes.

M. Pacheco prévoyait si bien les doutes qu'il allait causer à la plupart de ses lecteurs, que, semblable au peintre qui, au bas de son tableau, avait mis: "Ceci est un lion," il a soin d'annoncer, dans un passage de sa longue allocution, qu'il ne fait point un discours académique, mais bien un discours historique. C'est à merveille. Quelques unes des personnes qui l'ont lu avec l'attention nécessaire, n'y voient que la très pauvre défense d'une très mauvaise cause; mais puisque l'orateur prétend que c'est un discours historique, il nous impose le devoir, à nous qui avons été les témoins de ce qui s'est passé à Mexico, et qui connaissons un peu ses affai-

000522

res, de lui répondre, non seulement par le respect que l'on doit à ses contemporains, mais encore, comme disait Voltaire, *par le respect dû à la vérité, qui ne meurt jamais.*

Un auteur grec fait le portrait de l'un des philosophes de l'Athénée, dans les termes suivants: "C'était un vieillard vénérable, rempli de prudence dans le conseil, de vérité dans ses discours, de courage et de dignité dans le malheur."

En effet, l'âge, le haut caractère d'une mission de paix et de conciliation, comme est celle d'un Ambassadeur, les antécédents d'une vie vouée à l'étude et à la politique, impriment à un homme un certain caractère qui inspire aux uns du respect, aux autres de l'affection et de la considération; quant à moi, bien que je n'aie eu avec M. Pacheco que de légères relations, j'ai éprouvé un chagrin véritable en voyant un homme de manières aussi séduisantes, descendre du piédestal élevé où l'avaient placé son âge, ses études et ses services, pour se transformer en fonctionnaire profondément vindicatif, ou bien en conteur et ourdisseur vulgaire de belles diffamatoires.

L'emportement impétueux des passions peut, dans le premier moment, nous entraîner à l'égarément; mais, après des mois, un ancien président du conseil des ministres, un Ambassadeur de la veille, un sénateur du royaume, monte-t-il à la tribune pour y jouer le rôle convenable à quelque tribun de village, s'y dépouiller même du respect que l'homme se doit à soi-même, et fonder sa défense sur le récit d'événements ridiculement faux?

Le caractère de l'homme public est sacré. Sa mission, soit dans son propre pays, soit à l'étranger, a toujours le bien pour objet; l'homme, à cette hauteur, ne s'appartient plus à lui-même, il appartient à sa patrie, et, devant la patrie, il ne doit y avoir que la vérité sur les lèvres et la bienveillance dans le cœur, et l'on ne prend pas le triste et fâcheux rôle que fait partout le philosophe vain et faux, l'orateur vide, ou le fonctionnaire malveillant et plein de rancune.

Décidément, M. Pacheco se trouvait, sous tous les rapports, dans un moment fatal. Rien ne lui convenait, pas plus en Espagne qu'au Mexique, où il était venu pour ne plus voir ce qui se passait dans son pays, et où il eut le désagrément de voir des choses pires encore: des mulâtres et des métis.

Laissant à l'écart ce que dit M. Pacheco au sujet de l'Espagne, en nous réservant de répondre à quelques uns des passages les plus notables de

son discours, qui se rapportent au Mexique, il nous semble que la question doit être examinée de la manière suivante:

Une cour d'Europe, l'Espagne, envoya à une république d'Amérique, au Mexique, un Ambassadeur avec certaines instructions.

Cette république était en proie à des dissensions intestines. Ces dissensions étaient-elles simplement une *rébellion*, ou bien une *guerre civile*? Comment, dans les circonstances où se trouvait ce pays, cet Ambassadeur remplit-il sa mission, et se conforma-t-il ou non aux instructions de sa Souveraine?

Pour quelle cause, et dans quelles circonstances, cet Ambassadeur fut-il renvoyé du pays, et le gouvernement qui le renvoya, agit-il conformément au droit des gens et sans offenser la Souveraine de la cour d'Europe?

Comment, enfin, cet Ambassadeur a-t-il défendu sa cause devant les Cortes de son pays, et quels sont les points dans lesquels il a outragé la vérité, au préjudice et au déshonneur du pays où il avait été envoyé?

Pour suivre ses questions pas à pas, il faut, comme l'on dit, commencer par le commencement; nous allons donc faire le simple récit des antécédents, afin de rétablir la vérité, que M. Pacheco ne s'est pas borné à maltraiter, mais qu'il a outragée d'une façon scandaleuse, comme si ses écrits n'eussent dû jamais être connus du pays qui avait été le théâtre de ses prouesses diplomatiques.

Le 9 août 1855, le général D. Antonio Lopez de Santa-Anna, abandonnant la dictature au moyen de laquelle il avait gouverné la République pendant plus de deux ans, sortit de la capitale et se rendit à Veracruz, où il s'embarqua pour l'étranger, en laissant le pays dans un état complet de désorganisation.

Avant cette époque, quelques chefs militaires avaient proclamé, en mars 1854, dans un petit village de l'Etat de Guerrero nommé Ayutla, un plan dont la base était de méconnaître le gouvernement dictatorial du général Santa-Anna; mais ce plan resta pendant longtemps dans des limites retrécies, et il ne prit des proportions considérables, par sa propagation dans quelques autres Etats, que lorsque D. Ignacio Comonfort le reforma à Acapulco et qu'il entra en campagne pour le conduire à bonne fin.

Dès que, fatigué du pouvoir, ou convaincu de son impuissance à dominer la révolution qui était née du plan d'Ayutla, le général Santa-Anna abandonna le gouvernement, la révolution, qui avait déjà obtenu quelques succès, devait naturellement triompher, comme en effet elle triompha.

Comme il est impossible qu'aucun pays du monde reste sans gouvernement, et celui du général Santa-Anna ayant disparu avec lui, le général Alvarez fut nommé président par intérim par une junta de représentants des Etats, et, presque immédiatement, M. Comonfort fut nommé président substitut, par M. Alvarez.

Le gouvernement de M. Comonfort fut sans difficulté reconnu par toutes les autorités civiles de la République, et la considérable force armée que l'administration antérieure avait laissée sans chefs, fit sa soumission sans aucune espèce de résistance; de sorte que, depuis l'Yucatan jusqu'à la Californie, ce nouveau gouvernement fut reconnu et obéi de telle manière que presque immédiatement il put légiférer et qu'il légiféra en matières fort graves, comme, par exemple, l'ordonnance des douanes, qui régit encore aujourd'hui. Quant à l'extérieur, il envoya ses plénipotentiaires à diverses puissances, et il fut reconnu sans exception ni condition quelconque par les ministres qui étaient à Mexico. Ce simple exposé des faits prouve que le gouvernement de M. Comonfort réunit tous les caractères possibles de la légalité, et que l'on ne saurait tenir compte de certains raisonnemens métaphysiques qui tendraient à nier la légalité de toutes les administrations qu'a eues le pays, pour ne la retrouver qu'à Xolotl le Grand, qui, selon les traditions, peupla ce territoire après avoir complètement détruit la race Tolteca. Mais, en nous conformant aux doctrines généralement admises par les meilleurs auteurs, nous dirons qu'un gouvernement, quel que soit le principe de son origine, parvient à réunir les caractères de la légalité, s'il reçoit la sanction de tous les habitants, ou de la majorité des habitants d'une République.

Les légitimistes obstinés diront que Napoléon III est un souverain intrus; mais les gens de bon sens penseront, sans avoir besoin de beaucoup d'étude, que ce que la majorité de la France a sanctionné par sa volonté, est légal. Il y a des Espagnols, j'en conviens, qui ne reconnaissent encore ni la reine Isabelle, ni l'indépendance des Amériques; mais nous ne devons pas nous occuper de ces absurdités.

Ce n'est pas sans un puissant motif, que je me suis reporté au gouvernement de Comonfort, parceque tout va s'enchaîner et se coordonner, et dans l'étude que l'on fera de ces événemens, se trouvera la qualification exacte de la conduite de l'Ambassadeur et le moyen de juger, en pleine connaissance de cause, s'il s'est conformé ou non à ses instructions. Continuons.

Le gouvernement de Comonfort conserva, pendant plus des deux ans, l'ordre dans le pays; il améliora plusieurs branches de l'administration; il

résista à quelques rébellions et il les vainquit; il paya régulièrement les créanciers étrangers, sans leur imposer, pas plus qu'à ses nationaux, des impôts exorbitants ou extraordinaires, de sorte que, loin de donner lieu à ce que l'on redoutait alors une guerre, il cultiva et resserra par tous les moyens possibles les liens d'amitié et de commerce avec les nations étrangères, sans excepter la cour de Rome à laquelle il envoya un ministre pour prévenir d'avance les difficultés que pouvait causer la Réforme déjà commencée, et qui, indépendante de l'ordre et même de la volonté de l'homme, devait nécessairement, dans les contingents de l'humanité, se réaliser plus tôt ou plus tard, par notre génération, au prix de sacrifices plus ou moins considérables.

La cour de Rome refusa de recevoir le ministre, et quant à l'Espagne, l'on peut dire que les relations se trouvaient plutôt suspendues qu'interrompues. Il faut remarquer que cette situation n'avait pas été créée par M. Comonfort, mais qu'elle venait de loin, et toute la question pourrait se réduire à savoir si son administration eut plus ou moins de prudence ou d'habileté dans ses négociations diplomatiques.

Voyons d'abord, avant de suivre le cours de ce récit, de quels traits malheureux se sert M. Pacheco, pour retracer cette situation.

“ Avec nous, Messieurs, — dit M. Pacheco — Mexico a suivi des voies diverses. Il y a eu des traités, et il y a eu des désaccords. Souvent on nous a fait des offenses; des accommodemens et des satisfactions sont venus à la suite.

“ En 1856, nous avons eu de très graves sujets de plaintes contre cette République. D'un côté, le Président Comonfort nous refusa le paiement des quantités convenues d'avance; de l'autre, des bandes de mal-faiteurs, tolérées par l'autorité, ou n'étant pas, au moins, réprimées par elle comme elles auraient dû l'être, assassinèrent plusieurs Espagnols.”

Il est impossible, sans une préméditation absolue, d'établir tant d'inexactitudes en si peu de lignes; et certainement une telle appréciation faite par un Ambassadeur, d'événemens si connus, n'est pas simplement un défaut littéraire, c'est quelque chose de plus, c'est une calomnie envers le gouvernement d'un pays, calomnie d'autant plus grave, qu'elle est proférée dans le Sénat par le fonctionnaire que l'on doit supposer, par sa mission même, parfaitement instruit des affaires qu'il a maniées.

La question de la convention espagnole, ainsi que nous l'avons déjà dit, remontait à des temps éloignés; elle peut se réduire aux termes les plus simples, intelligibles pour tout le monde. Le Mexique conclut un traité

dans le but de payer d'une manière convenue et sur une fond indiqué, une quantité de la dette espagnole. On introduisit dans le capital de cette dette, des crédits *qui n'étaient pas, ne sont pas, ne seront jamais espagnols*, conformément à la lettre et à l'esprit du traité lui-même. Le Mexique alors refusa de payer *non pas la dette convenue, mais bien ces titres de mauvaise foi*. La Nation n'a jamais eu la pensée de faire à l'Espagne une offense quelconque, mais elle a cherchée par les moyens possibles et accoutumés, une révision en vertu de laquelle le traité restât parfaitement conclu, en lui enlevant les vices et les défauts que l'on découvrit non pas dans le traité lui-même, mais bien *dans le mécanisme des liquidations*. Il est important de remarquer que le gouvernement de Comonfort aborda ainsi la question, et que tous les gouvernements, tous les ministres qui l'avaient précédé, l'avaient avant lui traité de la même manière. Ce n'était pas seulement le parti des mulâtres et des métis, qui refusait de payer ce qui n'était pas inclus dans le traité, c'étaient les descendants de la race espagnole, qui parlent, rient, agissent et pensent comme M. Pacheco, et qui avaient soutenu, par de très bonnes raisons, cette question diplomatique, que M. Comonfort ne pouvait terminer par sa seule volonté, sans blesser et ternir la réputation du ministère qui l'eût autorisée. Otero, Yañez, Lacunza, Bonilla et Ramirez, — ces deux derniers qualifiés par M. Pacheco du titre de chefs du parti bon et sain de la République — avaient partagé la même opinion que le ministère de M. Comonfort, et il est malheureux qu'avant de forger son discours, l'orateur n'ait pas lu les antécédents d'une affaire qu'il devait savoir par cœur, car nous pensons qu'elle est tellement vieille et rabâchée, que les aveugles de Mexico, comme les aveugles de Madrid, la chantent dans les rues.

Il y a tant de légèreté de la part de M. Pacheco dans la discussion de cette affaire, que précisément à l'époque à laquelle il se reporte, non seulement la Cour d'Espagne ne s'opposait point à la révision, mais qu'elle finit pas y consentir; entre autres documens originaux que nous possédons, nous citerons, comme preuve, le paragraphe d'une lettre que nous reçûmes de Madrid dans ce temps là:

“ La révision des crédits est accordée par notre gouvernement; Zayas a envoyé un projet de note déraisonnable et violent, pour défendre les crédits attaqués dans la convention, afin que l'on s'en serve pour répondre à la note de Bonilla — qui était déjà sorti du ministère. —

“ On a repoussé ici ce projet, et on le remplace en envoyant celui-ci qui accepte la révision dans les termes suivans:

1.^o Le gouvernement mexicain enverra au gouvernement espagnol les documens qui prouvent l'illégitimité d'un crédit. Ces documens seront examinés par le tribunal contentieux administratif, qui rendra son jugement. Le gouvernement mexicain enverra ensuite un autre crédit, qui sera également présenté de la même façon à l'examen et au jugement du même tribunal, et ainsi de suite.

2.^o L'illégitimité d'un crédit étant déclarée, le gouvernement mexicain pourra exiger de son propriétaire *les bons* ou une quantité égale à la valeur que ces bons auront sur la place.”

Copier tout le projet de révision serait s'étendre beaucoup trop sur ce point magistralement traité dans le Sénat par M. le Comte de Reus, actuellement général en chef de l'expédition, mais nos indications sufflent pour prouver que l'administration de Comonfort *negociait*, comme l'avaient fait les administrations antérieures, et qu'elle était fort éloignée de refuser le paiement de ce qui était convenu, puisqu'elle ordonnait de séparer, dans les douanes maritimes, la quantité respective, en attendant que la question pendante se terminât d'une façon quelconque.

Nous allons dire quelque chose sur l'événement de San Vicente.

D'après nos souvenirs, le 19 ou le 20 Décembre 1856, la nouvelle d'un horrible événement se répandit dans Mexico. Une horde de bandits avait assailli l'hacienda de San Vicente et assassiné cinq espagnols, parmi lesquels se trouvait un neveu de D. Pio Bermejillo, propriétaire de l'hacienda. Quiconque connaît le caractère des habitants de la capitale, croira certainement que cet événement les remplit d'horreur et de consternation, et bien plus encore le gouvernement, car cet attentat apparaissant avec un caractère politique, il comprit que ses relations avec la Cour d'Espagne allaient prendre une marche fatale, qui ferait perdre tout ce que l'on avait gagné dans la question du traité, dont on peut se former une idée par le passage de la lettre que nous venons de copier, et qui avait été écrite à Madrid presque en même temps que se passaient ici ces malheureux événemens.

Aussitôt que le gouvernement en eut connaissance, il prit les mesures suivans: il envoya à Cuernavaca une force de 500 chevaux, aux ordres d'un officier supérieur; il nomma gouverneur de l'Etat D. Mariano Riva Palacio, qui inspirait le plus grande confiance; il transmit les ordres les plus stricts pour la poursuite des assassins, et il nomma un juge spécial, d'une énergie et d'une probité reconnues, pour qu'il instruisit la cause. Comme j'étais alors chargé du ministère des finances, je puis certifier que j'ai remis plusieurs fois à D. Pio Bermejillo lui-même des sommes de 500

et 600 piastres, afin qu'il récompensât généreusement les personnes employées à chercher et à arrêter les coupables, et l'on mit souvent aux ordres du même Bermejillo les détachements de troupes qu'il jugeait nécessaires. En outre de tout cela, le consul espagnol se rendit personnellement à Cuernavaca, pour se livrer à toutes les recherches qu'il jugea convenables sans qu'elles pussent produire la plus légère preuve de la moindre complicité des autorités dans un fait qui ne fut en réalité qu'une vengeance personnelle.

Bien qu'il y ait peut-être de la plaisanterie intempestive à mêler à des affaires graves des contes vulgaires, c'est cependant la seule manière de faire connaître ce qui se passa alors.

Un campagnard vint un jour porter plainte devant l'alcalde de son village contre une femme qui, après l'avoir volé, s'était enfuie avec tant d'habileté, que toutes les recherches étaient inutiles, et qu'il ne pouvait pas la rencontrer. Eh bien! qu'on me l'amène, répondit l'alcalde. Mais c'est qu'on ne peut pas la trouver. Eh bien! cela ne fait rien, qu'on me l'amène.

Malgré toutes les mesures les plus actives et les plus pressantes du gouvernement, malgré tous les moyens employés par Bermejillo lui-même, M. Sorela, Chargé d'affaires, exigea que, dans le délai d'un mois, tous les coupables fussent *cherchés, trouvés et pendus*, et comme cela n'était pas humainement possible, M. Sorela rompit ses relations et partit pour l'Espagne.

Une telle excentricité, car on ne saurait lui donner un autre nom, explique peut-être pourquoi M. Sorela n'a pas obtenu de très grands succès dans sa carrière diplomatique.

Le tems marcha, et le résultat des constantes recherches de l'autorité fut la mort de quelques uns des coupables tués à coups de fusil pour s'en emparer, et la capture, le jugement et le supplice des autres, au pied de la statue équestre de Charles IV.

Mais Mexico a beau faire des miracles, comme on dit vulgairement, rien ne lui vaut. M. Pacheco, avec aussi peu de vérité que de critérium, analyse ce fait de la manière que l'on a vue dans les quelques lignes de son discours que nous avons citées.

Qu'une horde de bandits commette un délit, il n'y a là ni préjudice, ni offense d'un gouvernement envers un autre. Si un gouvernement autorise ou tolère cette horde, alors, oui certes, il y a culpabilité; mais dans le cas en question, les preuves opposées à l'affirmation de M. Pacheco, ne sont ni des livres, ni des doctrines, ni des ressources oratoires, mais bien des preuves de toute évidence, comme, par exemple, cinq ou six pendus, qui

n'ont pas dû être très satisfaits de l'autorisation et de la tolérance des autorités mexicaines. Afin d'expliquer tous ces événements défigurés et vus au microscope de l'éloignement, et pour conclure la question pendante, non pas du traité, mais de la révision des crédits, le gouvernement envoya M. Lafragua, qui, par son caractère doux et conciliant, paraissait le plus à propos pour calmer l'irritation produite par les derniers événements; mais les ennemis implacables du Mexique, les avides spéculateurs de la partie en litige de la convention, avaient gagné du terrain; M. Lafragua ne fut point admis à Madrid comme plénipotentiaire, et personne cependant ne songea à dire qu'il y avait là une offense envers la République, parceque les nations ont le droit incontestable d'admettre ou de refuser qui leur plait.

L'examen des points touchés par M. Pacheco, demandait quelques détails, parceque ces points se rapportent à l'administration de M. Comonfort, dont je fis partie, et c'était pour moi un devoir véritable de relever la vérité, que M. l'Ambassadeur foulait aux pieds avec un souverain mépris.

Reprenons le fil du récit des faits.

Nous avons vu que la marche du gouvernement de M. Comonfort ne fut pas exempte d'obstacles, mais qu'elle resta régulière et parfaitement légale dans toutes ses relations avec les autorités du pays, comme avec les nations étrangères; voyons maintenant comment cette marche légale fut interrompue momentanément et par quelles causes.

Le 16 septembre 1857, la constitution promulguée en février de la même année, commença à régir; cette constitution avait été librement discutée par les représentants du peuple. Qu'il y eût eu ou non des intrigues dans les élections, cela ne veut rien dire et ce n'est point là un raisonnement solide. Le champ était ouvert, et si les citoyens de toutes les opinions pensèrent qu'ils étaient écrasés par le fameux grain de sable dont se compose l'édifice social, la faute en est à eux et non pas aux lois électorales. Comonfort fut élu, en vertu de ces mêmes lois, président constitutionnel, par une immense majorité de votes, et, restant au pouvoir, il prit possession, en novembre, de sa nouvelle magistrature, avec la seule différence qu'il avait abdicqué la dictature devant l'élection constitutionnelle.

Le 17 décembre 1857, apparut sur les murailles de la capitale un plan, nommé depuis de Tacubaya, signé par le chef de la brigade en garnison dans cette ville. L'art. 1^{er} de ce plan différait l'exécution de la Constitution, et l'art. 3.^e obligeait le chargé du pouvoir exécutif de convoquer un

congrès extraordinaire pour formuler la constitution qui devait gouverner le pays.

Le 19, le président Comonfort publia un manifeste, par lequel il adoptait le plan de Tacubaya, et d'accord avec sa nouvelle marche politique, il adressa ses communications et ses circulaires à tous les Etats de la République.

Si le plan de Tacubaya, bon ou mauvais, eût été appuyé et adopté par toute la République, ou du moins par sa majorité, il serait devenu la *loi du pays*, comme l'on dit, ou du moins la base pour former *cette loi du pays*; mais il n'en fut point ainsi.

Les Etats de Veracruz, Puebla, Tlaxcala et Mexico, adoptèrent le plan, mais les autres, dès qu'ils le reçurent, ne se bornèrent pas à déclarer une opposition absolue, ils se préparèrent aussitôt à défendre par les armes les institutions auparavant adoptées, c'est-à-dire le système d'administration qui, bon ou mauvais, conservait son caractère de légalité depuis le premier jour où le général Santa-Anna avait laissé la République sans gouvernement.

Le 11 janvier 1858, une troupe bien peu nombreuse, en garnison dans le couvent de St-Dominique, donna une nouvelle tournure à cette révolution commencée en Décembre. Elle enleva tout commandement à Comonfort, et tout en paraissant adopter les bases du plan de Tacubaya, elle n'en fut pas moins le principe du mouvement réactionnaire.

Comonfort et nous tous qui l'avions suivi dans le plan de Tacubaya, nous rentrâmes aussitôt dans l'ordre constitutionnel que nous défendîmes les armes à la main, pendant plusieurs jours, jusqu'à ce que le président vaincu sortit de Mexico et ensuite de la République; quant à tous ceux qui ne purent le suivre, non seulement nous ne prîmes aucune part à la gestion des affaires publiques pendant l'administration qui domina la capitale, mais, au retour du gouvernement constitutionnel, nous fûmes mis en prison et l'on instruisit notre cause.

Quel rôle joua dans tout cela M. Juarez? Purement et simplement celui que lui assignait la loi.

M. Juarez n'est pas et n'a jamais songé à être général, malgré l'affirmation de M. Pacheco. Gouverneur, à diverses époques, de l'Etat de Oajaca, appelé, en 1857, à diriger l'une des secrétaireries d'Etat, il fut ensuite élu Magistrat de la suprême Cour de justice. Mis en prison au moment de la proclamation du plan de Tacubaya, il fut rendu à la liberté par M. Comonfort lui-même, et, en sa qualité de président de la Cour, il dut alors réassumer le pouvoir suprême, conformément à la pratique de

toutes les constitutions qui ont régi la République, et conformément à la teneur expresse de celle de 1857, vu que les événements que nous connaissons, avaient amené la chute et l'absence du président propriétaire.

Le mouvement de St-Dominique, œuvre de quelques soldats mais soutenu ensuite par des chefs courageux qui, déjà en rébellion ouverte contre le gouvernement, parcouraient une partie du pays, triompha dans la capitale des forces mal organisées de citoyens réunis pour défendre la constitution de 1857; ainsi, pendant que le plan de Tacubaya proclamé par un certain nombre de troupes, se réduisait à une *sédition*, le gouvernement constitutionnel continuait sa marche interrompue seulement quelques jours, et il était appuyé par tous les Etats, qui formèrent une coalition et soutinrent, les armes à la main, non pas M. Juarez ou telle autre personne, mais, il faut le répéter, le système d'administration qui remontait au mois d'août 1855.

Tout ceci est à peu près inintelligible pour le vulgaire; les optimistes le nomment confusion et désordres; tandis que l'homme d'Etat n'y voit que les douloureux efforts qu'ont été obligés de faire et que continuent constamment les sociétés, pour systématiser et s'approprier, pour ainsi dire, ce droit civil si bien défini par l'empereur Justinien. Quelle est, en effet, la république, à l'exception de quelques époques bien courtes dans la vie des peuples de l'antiquité, qui n'ait pas dû faire des sacrifices coûteux et souffrir toute espèce de commotions, pour former ce droit civil, qui, par un paradoxe incompréhensible, ne parvient à s'établir qu'après de longues et terribles épreuves? En lisant l'histoire, en y réfléchissant, on comprend que des philosophes aient eu presque le droit de soutenir cette désolante théorie, que l'état normal de l'homme, c'est la guerre.

Il n'y a rien d'extraordinaire à ce que chacun des partis qui divisent la République se croie non seulement légal, mais qu'il n'hésite pas à qualifier ses adversaires des épithètes les plus injurieuses; mais comme il s'agit d'examiner la question avec le calme et l'impartialité qu'aurait dû y apporter une personne venant de l'étranger et chargée d'une haute mission, il est nécessaire d'appuyer sur quelques doctrines les faits que nous avons racontés.

Il faut pour cela établir des distinctions nécessaires, et fixer, dans le sens politique, la valeur de certains mots. *Sédition* signifie le soulèvement d'un petit nombre de sujets contre leur souverain; si ces sujets appartiennent à l'armée, leur soulèvement se nomme alors *sédition militaire*.

Rébellion signifie le soulèvement d'un plus grand nombre de sujets, qui,

par des motifs plus ou moins justes, refusent leur obéissance au Souverain ou à certaines lois qu'il a promulguées.

La sédition proprement dite ne peut être considérée que comme un acte isolé de désobéissance, tandis que la rébellion, selon Pinheiro Ferreira, consiste à opposer de la résistance à la *volonté nationale*. Ainsi, au Mexique, comme dans plusieurs autres nations, il y a eu des séditions réprimées et punies par l'autorité, et des rébellions qui se renfermant dans leur sphère, n'ont produit d'autre résultat que le trouble momentané de l'ordre ordinaire de la société.

Mais une petite sédition peut devenir une rébellion, et la rébellion une guerre civile, qui est une chose fort différente.

Quand il s'agit d'une question qui intéresse la société, il est donc indispensable d'étudier la formation et les variations du droit volontaire du pays, et si la paix est troublée, il faut distinguer si le trouble provient d'une *sédition*, d'une *rébellion*, d'une *guerre civile*, ou d'une *révolution*. Un Ambassadeur pourra très bien, dans l'intérêt de son pays, ou pour tout autre motif, reconnaître le chef d'une *révolution*, mais il traitera fort rarement avec le colonel d'un régiment en état de sédition contre son Souverain. Les puissances de l'Europe reconnurent l'indépendance des républiques hispano-américaines, en vertu de ce simple principe de droit: *C'est un Etat puisqu'il existe*, et cependant nous sommes restés, en théorie, rebelles jusqu'à 1836, époque à laquelle se fit le traité de paix avec l'Espagne.

En faisant, à ce qui s'est passé dans notre République, l'application de tout ce qui précède, on peut admettre que le mouvement de St-Dominique, réduit dans son principe à la désobéissance d'un petit nombre de troupes, ne fut rien de plus qu'une *sédition*. N'ayant pu être réprimée par l'autorité de Comonfort, rentré dans la voie constitutionnelle, la sédition devint *rébellion*, parceque, alors, beaucoup de citoyens, se soulevant contre la constitution, s'unirent au mouvement, prirent les armes et vainquirent, en diverses batailles, les troupes de l'autorité légitime et constitutionnelle, que les événements avaient bien pu forcer à changer de résidence, mais qui n'en dominait pas moins une partie considérable du pays.

Cette rébellion s'augmenta continuellement et finit par causer une véritable *guerre civile*.

"Lorsqu'une faction, dit M. Bello, se forme dans l'Etat contre le Souverain, dans le but de lui arracher le pouvoir suprême ou pour lui imposer des conditions, ou bien quand une république se divise en deux

partis qui se traitent mutuellement en ennemis, cette guerre se nomme *civile*, ce qui signifie guerre de citoyens."

La République Mexicaine se trouvant donc en état de guerre civile, c'était pour l'Espagne une nécessité d'y envoyer un Ambassadeur pour protéger les intérêts de son commerce et de ses sujets; elle envoya M. Pacheco. Le premier devoir de M. Pacheco était certes d'étudier profondément et impartialement la situation politique du pays où il allait représenter sa Souveraine, afin d'agir, en vertu de cette étude, conformément d'abord au droit des gens, et d'accord ensuite avec les instructions de son gouvernement. Agit-il ainsi? M. Calderon Collantes lui a prouvé le contraire, et M. Pacheco se l'est prouvé à lui-même.

Voyons quels sont les devoirs des nations étrangères dans le cas qui nous occupe.

"Jusqu'à ce que la révolution soit consommée, dit Wheaton, c'est-à-dire durant la guerre civile, les autres Etats peuvent rester *spectateurs indifférents de la lutte*, considérant l'ancien gouvernement comme *Souverain* et le gouvernement de fait comme ayant le droit de faire la guerre à ses adversaires; ils peuvent aussi soutenir la cause de l'un ou l'autre des partis belligérants, selon le degré de justice qu'ils y rencontrent. *Dans le premier cas, l'Etat étranger remplit toutes ses obligations, selon le droit des gens, et pourvu qu'il observe une conduite rigoureusement impartiale entre les deux partis, ni l'un ni l'autre n'aura le droit de se plaindre*. Dans le second cas, l'Etat étranger deviendra nécessairement l'allié du parti en faveur duquel il s'est déclaré et l'ennemi du parti contraire, et comme, dans ce cas-là, le droit des gens n'a établi aucune différence entre une guerre juste ou injuste, l'Etat intervenant jouit de tous les droits de la guerre contre son ennemi."

Wattel, qui, en divers paragraphes, explique avec plus d'extention la doctrine que nous venons de copier, poursuit ainsi dans le 293ème:

"Il ne s'agit point ici de peser les raisons qui peuvent appuyer et justifier la *guerre civile*. Nous avons déjà dit les cas dans lesquels les sujets peuvent résister au Souverain; laissant donc à l'écart la justice de la cause, nous n'avons plus qu'à traiter des maximes que l'on doit observer dans la guerre civile, et en déduire si le Souverain en particulier est obligé d'observer les lois communes de la guerre.

"La guerre civile, rompant les liens de la société et du gouvernement, ou interrompant au moins dans la nation la force et l'effet de l'action administrative, occasionne la formation de *deux partis indépendants* qui se considèrent comme ennemis et ne reconnaissent aucun juge commun.

“ Il faut donc que ces deux partis se considèrent au moins pour quelque temps comme deux corps séparés, ou deux peuples différents. Et bien que l'un de ces deux partis aie mal fait de rompre l'unité de l'Etat et de résister à l'autorité légitime, il n'en est pas moins vrai que la division dont nous avons parlé existe de fait. Qui les jugera? Qui décidera de quel côté se rencontre la justice, s'ils n'ont pas sur la terre un supérieur commun? Ils se trouvent donc dans le cas de deux nations, qui, étant entrées dans une question sans pouvoir s'arranger, en ont appelé aux armes, etc.”

Wattel continue plus loin:

“ Les nations étrangères ne doivent pas s'ingérer dans le gouvernement intérieur d'un Etat indépendant, ce n'est point à elles de juger de la justice qu'ont eue les citoyens à prendre les armes, pas plus que de décider entre le prince et ses sujets. Les deux partis doivent être également étrangers pour elles et par conséquent indépendants de leur autorité. Il ne leur reste plus qu'à interposer leurs bons offices pour le rétablissement de la paix, et la loi naturelle les y invite; mais si leurs efforts sont infructueux, celles qui ne sont liées par aucun traité, peuvent former un jugement sur le mérite de la cause et aider le parti qui leur semble avoir le bon droit, etc.”

Beaucoup de gens ont cru, à Mexico, que nos dissensions et nos folies étaient arrivées à leur comble, et que l'existence de deux gouvernements était un cas imprévu et nouveau. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, a dit Salomon, et c'est là une vérité éternelle. Les auteurs en droit ont établi le cas d'une manière claire, précise et déterminée, comme s'ils eussent eu la prévision de ce qui devait nous arriver.

Quelles que soient les vues attribuées à l'Espagne par rapport à nous, et sans tenir compte, parcequ'ils ne sont d'aucune importance, des écrits plus un moins violents publiés contre le Mexique, le fait est, ainsi que nous allons le voir en peu de lignes, que le cabinet de Madrid, dans toutes ses questions avec le Mexique, a non seulement agi en conformité stricte avec le droit des gens, mais qu'il y a encore mis une prudence et une considération qui n'ont pu être bien qualifiées, que lorsque, au sujet du discours de M. Pacheco, la presse a révélé quelques uns des secrets d'Etat.

Au moment de la nomination de M. Pacheco à son importante et délicate mission, l'opinion était, à peu de chose près, celle-ci: Ce n'est pas une sédition qui existe au Mexique, car les séditions étant d'un caractère passager, elle se serait terminée par la fuite ou le châtement des coupables. Ce n'est pas non plus une rébellion, parceque la rébellion qui dure long-

temps acquiert une telle consistance, qu'il est impossible de la réprimer. Il existe deux gouvernements se faisant une guerre acharnée, et dans des conditions tellement variables, que le parti, qui aujourd'hui se croit perdu, possède le lendemain les plus grandes probabilités de triompher. La République mexicaine se trouve donc en état manifeste de guerre civile.

Partant de cette base d'une exactitude absolue conformément au droit public, et malgré la croyance établie en Europe du triomphe prochain et complet de Miramon, le ministère espagnol se montra plein de sagacité et de prudence, et il n'y a pas l'ombre d'un motif pour lui adresser le plus léger reproche.

Il est vrai qu'en faisant le traité Mon-Almonte le cabinet espagnol était déjà entré en relations avec l'un des deux gouvernements de la République, il semble donc, à première vue, qu'il avait renoncé à l'observation de la neutralité conseillée par les auteurs en droit, et qu'il penchait vers l'extrême opposé, c'est-à-dire à favoriser ouvertement l'un des deux partis qui se disputaient le gouvernement; mais, avec un peu de réflexion, on voit qu'il n'en est point ainsi. Le traité Mon-Almonte se fit lorsque la nouvelle de la déroute de la coalition permit de croire que le parti libéral avait succombé entièrement et qu'il était remplacé par un gouvernement solide et durable, formé du parti réuni par le plan de Tacubaya. Néanmoins, il est probable qu'au moment du départ de M. Pacheco, les nouvelles, à Madrid, étaient moins favorables au gouvernement de Miramon, car le ministère eut grand soin de donner à son envoyé des instructions adéquates à la position dans laquelle il pourrait se rencontrer.

“ La prudence du gouvernement de S. M., porte une instruction, a le plus violent désir de n'en appeler à l'usage de la force, que quand il aura perdu la dernière espérance d'obtenir justice par les moyens pacifiques, etc.”

Un gouvernement, qui ne veut point en appeler à l'usage de la force, qui, pour obtenir justice par les moyens pacifiques, envoie, exprès pour ces motifs, son Ambassadeur à un Etat où l'on sait qu'existe la guerre civile, ce gouvernement ne favorise certainement pas d'une manière décidée l'un des deux partis, car, s'il en était ainsi, il abandonnerait tout d'abord, au moins vis-à-vis de l'un des deux, ces moyens pacifiques.

En acceptant la mission délicate qui lui était confiée, M. Pacheco dut parfaitement comprendre l'esprit dans lequel était conçu le paragraphe que nous venons de citer; mais s'il avait pu rester quelque doute ou quelque ambiguïté, l'un des paragraphes suivants, que, chose remarquable!— M. Pacheco copie pour se justifier, détaille, pour ainsi dire, la conduite

prudente et mesurée, recommandée par la Reine à son Ambassadeur, au milieu des agitations de la République mexicaine.

“ Il ne sera pas extraordinaire, disent les instructions, que, par le manque de ressources produit par la décentralisation actuelle, ou par l'action des différentes causes qui se trouvent à la connaissance de tous ceux qui ont étudié l'organisation des malheureuses Républiques Hispano-Américaines, qu'il soit difficile, très difficile que le gouvernement du général Miramon, ou tout autre gouvernement digne de ce nom, se consolide au Mexique. Les changements de présidents y sont tellement fréquents, qu'il peut fort bien arriver que V. E. voie disparaître en peu de temps plus d'une administration. Les lettres de créance de V. E. ne sont adressées à aucune personne déterminée, et cette circonstance lui permettra de traiter avec quelque gouvernement qui s'établisse.”

Comme si cela n'eût pas été suffisant, dans une autre dépêche que cite M. Pacheco lui-même, le ministre d'Etat lui dit :

“ Il faut que vous soyez complètement neutre entre ces partis, et il faut que vous fassiez tout ce qui est possible, soit par vous, soit en union des représentants de la France et de l'Angleterre pour amener à une médiation pacifique ces partis belligérants.”

Sans qu'il soit nécessaire d'insérer les différents passages de la réponse de M. Calderon Collantes au discours qui nous occupe, il suffit de lire les lignes que nous copions en italiques, pour être convaincu que les instructions de la Cour d'Espagne étaient exactement basées sur le droit des gens. Les détails, les cas, les circonstances se laissaient, comme cela était naturel, au talent, à la prudence, à la circonspection de l'Ambassadeur que l'on envoyait à ce pays, où, plus que dans tout autre, il fallait, pour remplir cette mission pacifique, un tact exquis et surtout la plus complète connaissance possible du caractère de la guerre civile et des droits relatifs de légalité que chacun des gouvernements de fait alléguait en sa faveur.

Parlons maintenant de l'ambassade de M. Pacheco, de la façon dont il fit de la politique en Amérique, et de sa manière d'appliquer les instructions de paix et de neutralité, données par sa souveraine.

A l'époque où M. Pacheco arriva à Veracruz, il existait, dans la République, deux gouvernements de fait. L'un possédait la tradition de sa légalité; l'autre, soutenu par le clergé, avait eu l'avantage dans les combats.

Outre ses titres de légalité, le gouvernement constitutionnel, qui résidait à Veracruz, était obéi sur une plus grande étendue du territoire: tout le littoral du Golfe du Mexique; toute la côte du Sud depuis la Californie jusqu'à Guatemala, les Etats de l'Orient et de l'Occident, quelques uns du

centre, comme Durango, Zacatecas, Aguascalientes, Michoacan, et une foule de populations des Etats de Mexico, Querétaro et Guanajuato.

Le gouvernement établi à Mexico avait la capitale, Puebla, Tlaxcala, Querétaro, Guanajuato quelquefois, San Luis et Zacatecas pendant fort peu de temps. Ses armes et son influence ne pénétrèrent jamais dans plusieurs Etats, qui, sauf de courts intervalles, jouirent d'une paix complète pendant les trois années que dura la guerre civile. Les titres de légalité invoqués par les partisans de la réaction, émanaient du plan de Tacubaya, et Zuloaga avait trouvé ses droits au pouvoir, d'abord dans sa rébellion contre son chef et son ami, et ensuite dans une junta de personnages de la capitale, la plupart riches, et que, peu de mois après, il retint en prison jusqu'à ce qu'ils lui eussent donné certaines sommes d'argent. Cependant, je le répète, le plan de Tacubaya, qui causa l'état de guerre civile, serait devenu la loi du pays, s'il eût reçu le consentement de la nation; mais il ne faut pas oublier qu'à la valeur de quelques chefs et à la bonne discipline des troupes, étaient exclusivement dues les conquêtes de territoire faites par le gouvernement de Mexico, qui se voyait obligé, comme s'il eût été en pays étranger, de conserver le terrain pied à pied, car aussitôt que ses troupes sortaient des populations, les partisans de la constitution les rendaient immédiatement au gouvernement de Veracruz. Tel était l'état de la République.

Les lettres de créance de M. Pacheco étant en blanc, il pouvait parfaitement les présenter au gouvernement de Veracruz, et la raison qu'il fonde sur la protestation de M. Juárez contre le traité Mon-Almonte, n'est pas suffisante, parceque, en premier lieu, il était du devoir du gouvernement constitutionnel de protester contre tout acte pouvant causer un préjudice à la République ou émanant d'autorités qu'il réputait intruses, et qu'en second lieu, cette raison, qui, dans le principe, était, pour M. Pacheco, un obstacle insurmontable, disparut, quand il chercha à nouer des relations avec le gouvernement constitutionnel revenu dans la capitale, après la bataille de Calpulalpan.

Mais M. Pacheco apportait son plan tout formé; au lieu d'examiner notre question de droit constitutionnel, il déclara factieux, rebelle ou sédition, le gouvernement de M. Juárez, et il se dirigea vers Mexico, non pas toutefois sans signaler son passage par un trait de perfidie mesquin mais notable, qui consista à suspendre la réclamation relative au navire la *Concepcion*, dans la crainte que l'on n'empêchât son passage. Il n'y a ici ni exagération ni offense, puisque M. Pacheco lui-même se charge de raconter au Sénat comment l'Ambassadeur d'un royaume fort et puissant, dans le-

quel on comprend non seulement la dignité, mais encore l'orgueil, mit en pratique une petite et misérable intrigue pour s'ouvrir le chemin.

“Je demandai au général Serrano, dit M. Pacheco, que l'on ne communiquât cette seconde réclamation à Juarez, qu'après mon passage à Veracruz, afin de ne pas créer un obstacle de plus à mon voyage.”

Après avoir reçu les témoignages les plus signalés de l'urbanité des autorités de Veracruz, l'Ambassadeur, escorté par les troupes constitutionnelles, arriva heureusement à la capitale; de sorte que, des deux gouvernements qui existaient dans le pays, l'un des deux fut préféré par M. Pacheco, qui ne voulut, comme il le dit lui-même, accorder à M. Juarez aucun caractère, qui, par conséquent, se séparait complètement de ses instructions, en faussant la politique que la Cour d'Espagne voulait employer au Mexique, en contrariant les doctrines du droit des gens que nous avons citées, et, ce qui est bien plus, en méconnaissant même le fait de la guerre civile qui existait dans la République. Un simple attaché de légation aurait examiné les choses publiques du Mexique avec un peu plus de soin.

Si l'on excepte M. Miguel de los Santos Alvarez, qui est, sans faire de tort à personne, l'homme d'Espagne le plus honorable, le plus noble, comme le plus loyal envers sa conscience et son gouvernement, nul fonctionnaire étranger n'a été mieux reçu dans la République, que M. Pacheco, malgré l'état horrible dans lequel nous tenait la guerre civile.

M. Pacheco arrivait précédé par les antécédents de sa carrière publique et de son talent. Connu pour libéral, personne ne se figurait qu'il vint s'unir de corps et d'âme, comme l'on dit, au parti réactionnaire. Homme d'âge et d'expérience, tout le monde espérait qu'il verrait avec indulgence des désordres, il est vrai, mais des désordres qui sont inséparables de la guerre entre citoyens, qui ne sont pas nouveaux dans l'histoire, et qu'ont eu malheureusement à déplorer les générations les plus antiques et les plus avancées, car les diverses guerres de politique et de religion ont toujours apporté la domination du fanatisme et de la démagogie, ou le despotisme militaire de beaucoup de rois. Littérateur et poète, il avait les sympathies non seulement de ceux qui cultivent les belles lettres, mais encore de la multitude de personnes qui connaissent les écrits des hommes de talent de l'Espagne; avocat distingué, il trouvait ici la confraternité et même le respect de cette classe si remarquable de notre pays; enfin, la partie sensée de la population, qui n'a jamais voulu et ne veut la guerre avec aucune nation étrangère, si ce n'est quand les passions s'exaltent par une offense à l'orgueil juste et naturel de tout homme pour les choses de sa maison et de son pays, quelques mauvaises qu'elles soient, cette partie voyait dans

M. Pacheco un fonctionnaire qui peut-être, par une mission de paix, mettrait un terme à nos longues discussions avec l'Espagne, et dont l'influence pourrait même s'étendre jusqu'à la pacification de la République.

Tout ceci explique pourquoi M. Juarez le laissa non seulement passer mais lui écrivit une lettre pleine de modération et de politesse, pourquoi il gagna la sympathie de M. Ocampo, pourquoi, en un mot, il ne reçut que des attentions et des prévenances dans ce pays si mal connu, mais où il y a tant de propension à admirer ce qui est grand, à respecter ce qui est juste, et à payer par de sincères démonstrations d'adhésion et de confiance, l'acte, la chose, quelle que soit son insignifiance, qui tend au bien, à la paix et à la conciliation. Ce caractère se reconnaît parfaitement dans notre enthousiasme pour tout gouvernement nouveau qui nous promet le bien, et nos amères déceptions, qui deviennent le plus fort élément de la révolution, quand nous voyons que l'on ne nous a fait que du mal.

Comme depuis l'époque où les Athéniens envoyèrent dix Ambassadeurs à Philippe, jusqu'à celle où le roi des Parthes en envoya quatre cents à Alexandre Sévère, le cérémonial a varié selon l'usage des différentes cours, ce ne fut pas un petit travail pour les diplomates qui occupaient alors le palais, que de choisir le cérémonial convenable, ne sachant s'ils devaient se conformer au cérémonial de Charles Quint, à la déclaration des Chevaliers de Hollande et de Westfrise, ou à quelque autre antique règlement, bien qu'ils eussent pu sortir de la difficulté en consultant simplement *Wheaton*, qui dit, en parlant des Ambassadeurs, “que la cérémonie de l'entrée solennelle qui se pratiquait autrefois pour cette classe de ministres, n'est plus en usage.” Mais la base de notre caractère étant, ainsi que nous l'avons dit, l'amabilité et l'affabilité, on fit pour M. Pacheco tout ce que l'on aurait pu faire pour la Reine d'Espagne elle-même, et il ne reçut, comme il le déclare lui-même, que des témoignages de considération de toutes les personnes avec lesquelles, durant son séjour dans la République, il eut des relations légères ou importantes. Miramon était alors en campagne; la capitale se trouvait attristée par la guerre, par des contributions excessives, par l'absence d'une multitude de familles, par le deuil ou l'irritation que causait à d'autres la prison ou la mort de leurs parents. Après plus de deux années de lutte, l'insurrection du pays était plus forte que le premier jour, les ressources devenaient plus rares pour le gouvernement de Mexico, le système d'administration avait été purement militaire, et l'effervescence et l'irritation des belligérants étaient arrivées à une telle extrémité, qu'une transaction capable de produire la conformité et la paix, était fort difficile, sinon impossible. La loi du 25 juin 1856

avait laissé au clergé ses propriétés et ses rentes; il l'avait repoussée et excommuniée, mais il offrait ses domaines et ses capitaux aux soldats qui défendaient la réaction. Cela avait motivé la promulgation, par le gouvernement constitutionnel, de lois nouvelles et plus dures; il nationalisa les biens du clergé et supprima les couvents. Au moment de l'arrivée de M. Pacheco à la capitale, les affaires avaient donc changé d'une façon très notable; il ne s'agissait plus seulement de soutenir la légalité et la constitution, mais il y avait déjà, en plein développement, une autre chose que l'on nommait *Réforme* et qui n'était certainement pas une entité nouvelle ni inconnue dans l'histoire, c'était la même Réforme qu'en Angleterre, la même Réforme qu'en Allemagne, la même Réforme qu'en France, c'était, en un mot, la même Réforme que celle de l'Espagne contemporaine, connue, amie intime, peut-être, de M. Pacheco.

Si, lors de son débarquement à Veracruz, il était permis à M. Pacheco de se laisser influencer par les nouvelles et l'opinion que l'on avait en Europe de nos affaires, il aurait dû les voir plus clairement, après un court séjour dans la capitale, et penser que tous les efforts du parti réactionnaire étaient entièrement inutiles, même pour se maintenir dans la capitale qui avait été le centre de son pouvoir et de ses ressources.

Miramón, trop jeune pour se fatiguer, énor­gueilli, comme cela était naturel, de la haute position conquise par son épée, Miramón lui-même se décourageait souvent en voyant qu'après chaque victoire, à peine de retour dans la capitale, il se retrouvait de nouveau menacé par une autre masse énorme d'hommes pour lesquels les mots déroutés, périls, fatigues, n'avaient aucune signification.

C'est une émeute, disait Louis XVI: *non, Sire, c'est une révolution*, lui répondit le duc de la Rochefoucault.

Il fallait être aveugle ou bien claquemuré dans certaines idées et dans certain plan, pour ne pas distinguer ce qui se passait à Mexico. Seul M. Pacheco, semblable à Louis XVI, voyait une *sédition* dans ce qui n'était déjà plus même une guerre civile, mais bien une *révolution*.

Sans avoir la moindre prétention de qualifier ici cette révolution, que bien moins encore pouvait et devait qualifier l'Ambassadeur dont les instructions lui recommandaient la *neutralité*, je me borne purement et simplement à rapporter les faits.

L'administration primitive, créée peu de jours après le triomphe du plan de Tacubaya, avait disparu. Cette administration, dont le chef était D. Luis Cuevas, qui cherchait dans le vote de la nation *ses titres de légi-*

imité, (*) qui voulait respecter les garanties, dont elle avait fait sa devise, qui ne persécutait pas et n'emprisonnait pas les citoyens, une telle administration ne pouvait durer longtemps, comme en effet elle ne dura pas, et elle fut remplacée par d'autres cabinets qui appliquèrent, avec une dureté stricte, un système de parti, sans la moindre trêve aux persécutions, et sans pardonner jamais à aucun de ceux qui n'étaient point leurs admirateurs. Au lieu de tranquilliser le pays, cette politique ne servit qu'à augmenter le nombre des partisans de la constitution, et à signaler enfin d'une manière claire l'existence *de la guerre civile*.

Un an après, et le jour où l'on y pensait le moins, M. Zuloaga, qui se croyait éternisé au pouvoir et aussi légitimement assis dans le fauteuil présidentiel, que la famille de Bourbon sur les trônes d'Europe, fut très poliment mis à la porte par le général Robles. On réunit une nouvelle assemblée qui élut Miramón Président par intérim. Celui-ci, qui se trouvait alors dans l'intérieur, revint immédiatement, à la nouvelle de si grands événements, et, loin d'accepter la nomination faite par la junta émanée du plan qui fut appelé de *Navidad*, il remit Zuloaga en possession du pouvoir suprême, et resta, comme auparavant, simple général en chef de l'armée. Mais le parti réactionnaire, même avant un triomphe complet, était déjà divisé; les uns voyaient dans le caractère froid, réservé et tenace de Zuloaga, la représentation du parti *conservateur pur*; les autres jugeaient que l'activité, le courage et les victoires de Miramón méritaient, pour récompense, la première place. Ces derniers l'emportèrent, et, avec la simplicité la plus facile, Miramón fut nommé président substitut, de la même manière employée auparavant par le général Alvarez pour D. I. Comonfort. La campagne de Veracruz, dans laquelle Miramón ne fut pas heureux, produisit le refroidissement de beaucoup de ses partisans. Zuloaga essaya de recouvrer sa présidence, mais Miramón, au lieu de la lui remettre, *déroba* un matin Zuloaga, l'emporta à l'intérieur, et le trimbala dans des voyages rapides, des aventures et des dangers, jusqu'à ce que, profitant de la première occasion, Zuloaga se sauva des mains de son ravisseur, vagua au milieu des montagnes et des précipices, en tremblant, comme le dernier des Stuarts, d'être découvert et pris, et parvint, au bout de quelque temps, à la capitale, où il se réfugia dans l'endroit le plus sûr qu'il rencontra et d'où il continua à réclamer ses titres de légitimité. Les voyages rapides et inattendus de Miramón, sa décision et son bonheur à arracher des mains de Marquez l'argent et les troupes, la série de ses triomphes, mais surtout

(*) Manifeste du Ministère Cuevas.

le rapt d'Hélène, comme l'on disait à Mexico, enchantaient M. Pacheco, et, même avant de connaître Miramon, il se décida en sa faveur, et commença ouvertement à travailler à son agrandissement.

Tout le monde a été témoin à Mexico de la part active que prit M. Pacheco dans ces scènes purement d'intérieur, et nous savons tous qu'il était chargé d'inventer des ressources quand le ministère, dont l'invention n'était pas précisément le côté fort, se trouvait à bout de voie et dans une situation trop compliquée. Et ce n'est pas nous seulement qui disons cela; c'est M. Calderon Collantes qui le dit au Sénat:

“Cependant, Messieurs, dit M. Collantes, M. Pacheco travailla avec activité au rétablissement de l'autorité de Miramon, et il disait au corps diplomatique: donnons au pouvoir de Miramon un vernis de *légalité à la mexicaine*; plaçons nous à côté de lui, parceque dans les nations qui sont condamnées aux perturbations du genre de celles que souffre le Mexique, *l'apparence de la légalité suffit pour consolider le gouvernement.*”

De retour à la capitale, Miramon renonça à la présidence où le remplaça M. Pavon, président de la cour de justice émanée du plan de Tacubaya; mais bientôt se réunirent vingt ou vingt cinq personnes, représentant les restes dispersés du conseil qui avait élu Zuloaga, et elles rendirent un décret déclarant Miramon Président. Les réactionnaires légitimistes jetèrent des cris au ciel, mais il fallut néanmoins en passer par cette illégalité.

Toutes ces péripéties, tous ces changemens inattendus, et plus encore, les protestations de Zuloaga, firent vaciler le corps diplomatique, qui, d'après l'ancien usage, reconnaissait toujours la personne qui occupait le palais de Mexico avec le titre de Président. Les relations diplomatiques restèrent suspendues, et ce fut quand il n'y avait pas seulement *deux, sinon trois gouvernements*, car Zuloaga continuait, de sa maison ou de sa cachette, à s'intituler *Président légitime*, ce fut ce moment qui parut le plus opportun à M. Pacheco pour reconnaître l'homme qui n'avait même par *ce vernis de légalité à la mexicaine*. Mais M. Pacheco avait une véritable fureur de *faire de la politique*, et il fallait qu'il en fit à tout prix.

Personne ne doute que cet acte de M. Pacheco ne fut le gant qu'il jeta positivement au parti qui l'avait reçu comme un ami à Veracruz, et qui, loin de lui nuire, lui avait ouvert le chemin de la capitale, dans l'espoir qu'il remplirait *sa mission pacifique*, au lieu de se mêler d'une façon aussi active que perfide à la politique intérieure. La détermination de M. Pacheco soutint la lutte quelques jours de plus, causa une plus grande effusion de sang, et fournit peut-être—et sans peut-être—aux autorités militaires,

qui ne pouvaient trouver leur titre de gouvernement que dans la reconnaissance de l'Ambassadeur d'Espagne, l'occasion de s'emparer des fonds anglais déposés à la rue de las Capuchinas, pour prolonger leur existence et tenter le sort des batailles.

On est donc forcé d'admettre, par le simple récit des faits, que M. Pacheco *fit de la politique, fit de la diplomatie, fit de l'intrigue, fit des miracles*, fit tout ce qu'il est possible de faire, moins rester *neutre*, moins se conformer aux instructions qu'on lui avait données, moins diriger ses démarches vers *cette solution pacifique*, désirée par le gouvernement de sa Reine, dans les questions pendantes entre le Mexique et l'Espagne.

La politique faite par M. Pacheco dura peu. Les forces du gouvernement constitutionnel s'approchèrent de Mexico; Miramon, fatigué et matériellement ahuri de tant de voyages, de tant de campagnes, réunit ses troupes et sortit de la capitale, au lieu de se défendre dans son enceinte; il fut mis en déroute.

Peu de jours après, le gouvernement de Veracruz fit son entrée dans la capitale. Quel caractère avait M. Pacheco pour ce gouvernement? Aucun, conformément aux règles du droit.

Qu'était M. Pacheco pour le gouvernement de M. Juarez? Un simple particulier, et de plus peut-être, une personne qui, abusant de sa position politique momentanée, s'était entremêlée dans les affaires politiques de la République.

“Le gouvernement de S. M., dit M. Pacheco, dans un paragraphe de son discours, ne reconnaissait en rien D. Benito Juarez.” Il est certain que M. Pacheco passa à Veracruz et vint à Mexico reconnaître *un troisième gouvernement*, que nul autre Ministre n'avait reconnu, et qui ne possédait même pas les titres de légalité relative du gouvernement de Zuloaga. Ce gouvernement, ou, pour mieux dire, cette création de M. Pacheco, finit en peu de jours. Nous demandons encore: quelle qualité restait à M. Pacheco? M. Juarez pouvait-il le considérer comme Ambassadeur de S. M. la Reine d'Espagne, quand il avait, selon le droit, présenté ses lettres de créance à un Souverain qui, par la déroute de son armée, était moralement mort; car n'oublions pas que, en cas de guerre civile, les nations étrangères, doivent considérer les deux partis comme s'ils étaient *des nations ou des Etats distincts*.

La mission d'un Ministre étranger peut cesser par différentes causes, et, entre autres, parceque cette mission n'a plus d'objet, par raison de mort physique ou morale, ou par l'abdication du Souverain auprès duquel il était accrédité. Dans le cas que nous examinons, puisque M. Pacheco

avait assumé la responsabilité de la cessation de neutralité; puisque, sans tenir compte des bases du droit constitutionnel qui soutenaient la légalité du gouvernement de Veracruz, il avait déclaré, de sa seule autorité, qu'il ne reconnaissait en rien M. Juarez, et qu'après avoir donné, par sa présentation, un témoignage officiel de sa volonté d'entrer en participation avec l'un des deux partis qui divisaient la République, et en faveur duquel il se décidait, il est clair que ce parti ayant été détruit dans une bataille, son chef étant caché et fugitif, l'ambassade de M. Pacheco avait cessé: primo, par manque d'objet; secundo, par la mort morale de ce gouvernement qu'il reconnaissait. La doctrine des auteurs, applicable à ce cas, est très connue, ainsi que toutes celles que nous avons citées. Dans son paragraphe intitulé: *fin des missions politiques*, Kluber dit:

“ Les fonctions d'un Ministre public s'interrompent et cessent: 1.° Si un terme fixe a été signalé à la mission, etc. 2.° Par la terminaison des affaires qui formaient l'objet de la mission, etc. 3.° Par le rappel du Ministre. 4.° Par sa mort. 5.° Par la mort physique ou morale de celui qui l'a nommé. 6.° Par la mort physique et morale du Souverain auprès duquel il était accrédité.”

Quand même M. Juarez et M. Ocampo l'eussent voulu, ils ne pouvaient pas, conformément aux règles du droit, admettre M. Pacheco, à moins que les gouvernements d'Espagne et du Mexique, fermant les yeux pour ne point examiner la conduite irrégulière de l'Ambassadeur, n'eussent convenu: l'un, de lui donner de nouvelles lettres de créance; et l'autre, de le recevoir, pour commencer les négociations comme si rien n'eût eu lieu.

C'est donc en vain que M. Pacheco a fait usage de toutes les ressources que pouvaient lui fournir son âge, sa vengeance, et son talent à exciter le patriotisme, l'orgueil et la colère du peuple espagnol, en lui faisant croire qu'il y avait eu outrage à la reine; c'est en vain qu'il demande, quelquefois avec la candeur d'un enfant, ailleurs avec l'indignation du juste: Qu'ai-je fait? pourquoi m'a-t-on expulsé?

Ce que tu as fait? Tu as reconnu un chef militaire qui a été mis en déroute et qui est sorti du territoire.

Ce que tu as fait? Tu as intenté de bombarder Veracruz.

Ce que tu as fait? Tu t'es mêlé aux affaires intérieures d'un pays, tu t'es décidé pour l'un des partis, au détriment et préjudice de l'autre.

Ce que tu as fait? Tu as perdu ton caractère public, que tu ne pouvais conserver vis à vis du gouvernement que tu as repoussé et méconnu depuis ton arrivée.

Toutes ces choses, qui sont tes œuvres, n'ont rien à voir avec ta nation,

avec ta Souveraine, pas plus qu'avec l'honneur espagnol; elles te sont personnelles, parceque tu as voulu qu'il en fût ainsi, et si ta conduite eût été neutre, prudente et pacifique, comme on te l'avait soigneusement recommandé, tu n'eusses pas été expulsé du pays, mais si telle chose fût arrivée, l'Espagne entière eût répondu à cette offense par un cri légitime, alors même que, dans ton malheur, tu eusses conservé le silence du calme et de la dignité.

Il résulte du résumé de notre exposé:

1.° Que la Cour d'Espagne envoya son Ambassadeur avec des instructions adéquates à l'état de la République, et que ces instructions étaient conciliantes, bienveillantes et parfaitement d'accord avec ce que le droit des gens indique pour les cas semblables.

2.° Que l'Ambassadeur, en se mêlant à l'un des partis, ne suivit point ses instructions, et qu'il manqua à leur règle principale qui était l'observation de la neutralité absolue.

3.° Que la déroute et la fuite du chef qu'il avait reconnu, terminaient sa mission diplomatique.

4.° Que, n'existant aucune obligation, pour le gouvernement constitutionnel, de reconnaître à M. Pacheco son caractère d'Ambassadeur, tant parceque sa mission était terminée, comme parceque les Etats ont le droit absolu d'admettre ou non les agents ou ministres étrangers, il n'y a pas eu l'ombre de la plus légère offense à S. M. la Reine, ou à l'honneur de l'Espagne.

5.° Que l'expulsion de M. Pacheco n'a point été un acte brutal, comme il le qualifie dans son exposition à la Reine, mais bien un acte de justice, puisque, d'après ses propres déclarations et celles de M. le ministre d'Etat, il s'était mêlé activement aux affaires publiques du Mexique, en préparant le bombardement de la place de Veracruz, et en coopérant efficacement à rétablir au pouvoir l'un des chefs militaires qui se disputaient le commandement de la capitale.



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

Nous nous sommes efforcé de répondre à la partie la plus essentielle du discours de M. Pacheco, en nous plaçant sur le terrain des faits et en cherchant l'appui des doctrines du droit public et constitutionnel; il nous reste maintenant à nous occuper des autres détails, qui, bien que d'une importance très inférieure, n'en ont pas moins profondément affligé les témoins de la conduite de M. Pacheco, car en le voyant se dévouer à de petites et mauvaises choses, nous pensions à tout le bien qu'il aurait pu réaliser. Mais comme ses fausses appréciations, les calomnies qu'il sème dans toutes les parties de son discours, les lieux communs et même les prophéties lui servent de bases pour soutenir la défense qu'il essaie de faire de sa conduite, il est indispensable de rétablir la vérité dont la puissance suffira pour prouver à M. Pacheco que les fondations du monument qu'il voulait élever lui-même à sa renommée diplomatique, étaient jetées dans un terrain trop mouvant et matériellement incapable de le supporter.

Ce qui attire le plus l'attention dans le discours de M. l'Ambassadeur, c'est l'appréciation qu'il fait des partis qui divisent le Mexique. En quelques *rapides coups de pinceaux*, dit-il lui-même, il a peint les partis du Mexique, et, en effet, son pinceau a été tellement rapide, que non seulement il n'en a pas fait le portrait, mais qu'il n'est même pas parvenu à donner une esquisse. Il eût été impossible de concevoir autre chose, quels que soient la science, le talent d'observation et la perspicacité que l'on veuille accorder à M. Pacheco.

Il n'a habité la capitale que peu de mois et certainement à la plus mauvaise époque. Les chemins étant fermés, les familles ne pouvant même pas aller à la campagne, une grande partie de la population poursuivie

pour son opinion contraire au gouvernement réactionnaire, les uns cachés, les autres réduits à l'obscurité; il était naturel que les relations, les habitudes et les amitiés de M. Pacheco s'établissent avec des personnes qui ne pouvaient lui parler que dans un seul sens, et le plus mauvais de tous malheureusement, parceque chacun de ceux qui ont une faible expérience de ce qu'est une guerre civile et de la facilité avec laquelle les partisans des différentes factions s'outragent et se calomnient, au détriment peut-être de la réputation et de l'honneur du pays lui-même qui appartient à tous ses enfants, peut calculer les impressions qui dominèrent M. Pacheco, impressions qui se gravèrent en lui avec d'autant plus de force, qu'il apportait déjà d'Espagne son opinion, son plan et son système de politique entièrement formés, et il en donna, sans y varier une ligne, des preuves évidentes, depuis son entrée dans la République jusqu'au jour de sa défense devant le respectable Sénat de l'Espagne.

Il nous est si facile, à nous surtout de la race latine, de juger avec légèreté, que l'on pourrait presque dire que nos actes dépendent ordinairement de nos premières impressions. Comment trouver extraordinaire que M. Pacheco ait subi cette influence, quand des hommes distingués ont commis des erreurs, des légèretés et des injustices semblables.

Lord Chesterfield, Ambassadeur ou ministre en Hollande, emmena, sur son yacht, Montesquieu faire une promenade en Angleterre. Il est curieux de connaître le jugement de l'auteur de *l'Esprit des lois*, sur les insulaires, ses voisins, malgré les prévenances dont l'entoura le noble lord, et ce rapprochement est de circonstance, non pas qu'il y ait aucun point de comparaison entre Montesquieu et M. Pacheco, mais parceque c'est un exemple des aberrations dans lesquelles peuvent tomber des hommes de la réputation la plus haute et la mieux méritée.

"Le peuple de Londres, dit Montesquieu dans ses notes, mange beaucoup de viande, ce qui le rend très robuste, mais, à l'âge de 40 ou 45 ans, il crève."

"Il n'y a rien d'aussi horrible que les rues de Londres. Elles sont fort sales, et leur pavé est tellement mauvais, qu'il est presque impossible d'aller en voiture. Quand on est obligé d'entrer dans une voiture de louage, il faut faire son testament, etc."

"Les jeunes gens d'Angleterre se divisent en deux catégories: les uns, qui savent beaucoup, parcequ'ils ont suivi les cours des universités, ont, à cause de cela, un air de timidité et de pudeur; les autres, qui ne savent rien et qui, au contraire, n'ont aucune pudeur, sont les maîtres de la nation. En général, les anglais sont modestes."

"Les anglais ont besoin d'une bonne nourriture, d'une jolie fille et de grandes commodités. Dès l'instant que leur fortune diminue et qu'ils ne peuvent plus avoir tout cela, ils se tuent ou ils se font voleurs."

"La corruption s'est généralisée dans toutes les classes. Il y a trente ans, on n'entendait jamais parler de voleurs à Londres; aujourd'hui, l'on ne parle pas d'autre chose."

"On estime ici souverainement l'argent; très peu l'honneur et la vertu."

"Les anglais ne sont pas dignes de leur liberté, parcequ'ils la vendent au roi, et s'il la leur rendait, ils la lui vendraient de nouveau."

A en juger par ces appréciations et quelques autres de l'auteur des *Lettres Persanes*, l'Angleterre, en 1729, était, sous tous les rapports, dans un état pire que celui de notre pays, d'après le jugement de M. Pacheco; mais ce qu'il y a de plus probable, c'est que Montesquieu n'a point apporté ici la justice et la philosophie qu'il a mises dans beaucoup de ses autres écrits, et que plusieurs de ces paragraphes, comme le premier par exemple, ont dû exciter parmi les anglais plus de rires que de colères.

M. Pacheco a donc écrit ses notes comme Montesquieu, et il a saisi la première occasion de les répandre dans toute l'Europe, car il faut bien penser que le discours de M. Pacheco servira de texte pour l'opinion que l'on va se former de nos hommes et de nos affaires.

M. Pacheco divise les partis en deux catégories. Au parti libéral, il assigne la barbarie, le vol, l'assassinat, le désordre et la stupidité; au réactionnaire, la moralité, l'ordre, le savoir et le talent.

L'un se compose exclusivement de mulâtres et de métis; l'autre, d'une belle et brillante race, de sang pur, et de franche origine espagnole.

L'un vend sa patrie aux américains; l'autre conserve ses traditions et son indépendance. L'un est traître, l'autre historique.

M. Pacheco, rêvant sans doute qu'il a hérité de l'autorité de Miguel Cervantes, a le projet d'enrichir la langue espagnole; il invente *populacheria* en parlant de l'Italie, et *liberalistas* en parlant du Mexique, afin de mieux distinguer, par ces mots injurieux, de nouvelle fabrique, le parti libéral du parti réactionnaire, qu'il ne qualifie pas seulement de parti espagnol et blanc, mais qu'il désigne encore comme étant le parti véritablement libéral.

Je n'ai nullement l'intention, dans les circonstances actuelles, de remuer les cendres encore chaudes du foyer mal éteint de la guerre civile, mais, sans offenser personne, et en mettant de côté les vertus privées de beaucoup d'individus, on ne saurait laisser passer sans réponse une qualification aussi absurde que monstrueuse.

A leur arrivée à Veracruz, en 1521, les Espagnols rencontrèrent un pays mystérieux et singulier où l'on connaissait la forme républicaine, la monarchie constitutionnelle, la confédération, l'empire électif et la monarchie absolue, de sorte qu'en étudiant bien la curieuse histoire de l'Anahuac, non seulement dans Solis, comme M. Pacheco, mais dans de vieux parchemins, on y trouve, connues et appliquées, les théories politiques des nations les plus avancées de l'Europe.

Bien qu'à première vue, le pays parût peuplé par une seule race, il n'en était point ainsi; aujourd'hui encore on peut le reconnaître, et divers ouvrages très importants, écrits par des religieux et des missionnaires, donnent une idée à peu près exacte de la population variée qui occupait cette partie de l'Amérique. Certaines races étaient complètement barbares et indomptées, et les conquérants ne purent jamais les dominer, ni par la force des armes, ni par les doctrines de la religion. A mesure que s'augmentait la population civilisée, les tribus indigènes se réfugiaient dans les retraites des montagnes et des déserts, où elles existent encore. A côté de ces races indépendantes, parlant des idiomes distincts ou plutôt des patois, il y avait d'autres races douces et tranquilles, soumises par les armes, par des traités ou par des alliances aux Mexicains et aux Tarascos, qui formaient les deux plus puissantes monarchies.

Les Mexicains, les Tescocanos et les Michoacanos étaient séparés en deux classes très marquées: les nobles, qui occupaient les emplois publics et qui possédaient le territoire, et les plébéiens ou *macehuales*, qui le cultivaient.

D'après les récits des conquérants et des religieux qui écrivirent, sur les lieux mêmes, dans les premiers temps, les Indiens nobles étaient d'un type régulier et quelquefois beau, tandis que les pauvres et les travailleurs avaient en général la laideur, que la misère, les travaux pénibles et les souffrances continuelles augmentent toujours. Si nous les jugeons par D^e Marina et par l'illustre D^e Isabel, dignes d'être présentées comme des modèles de beauté, d'amabilité et de talent, nous penserons que les nobles mexicaines avaient des charmes que les conquérants ne virent pas avec une complète indifférence. Ils se marièrent avec elles, et devenant ainsi les maîtres de leurs richesses, qui ne consistaient nullement en monnaies parce que les indiens n'en frappaient pas, mais bien en vastes possessions territoriales qui se partagèrent ensuite entre leurs enfants, ils formèrent un nouvel ordre de familles dans lequel le sang indigène devait forcément entrer. Voilà l'origine générale du peuple mexicain; nous descen-

dons tous de ce mélange produit par la conquête, et l'illustre comtesse de Teba, impératrice des français, en descend également. ¹

Quant à la population de mulâtres et de métis, dont, selon M. Pacheco, se compose le parti libéral, c'est précisément la plus limitée.

Les nègres, on le sait, furent d'abord amenés en qualité d'esclaves, pour le travail des mines et de la campagne; mais comme, malgré les efforts apostoliques de Fr. Bartholomé de las Casas, les *encomenderos* ² continuèrent, pendant beaucoup d'années, à se servir des Indiens, la race africaine ne fut pas considérable et ne produisit par conséquent qu'une génération peu nombreuse; il n'y a presque pas de partie de l'Amérique où il se rencontre moins de nègres, moins de mulâtres et de métis, qu'au Mexique. En exceptant quelques populations des côtes, M. l'Ambassadeur eût trouvé difficilement, sur le plateau central, un nègre pour cuisinier, et un mulâtre pour valet de chambre.

On comprend sans peine que la base de la population actuelle s'étant formée de la race conquise, qui était fort nombreuse, et de la race espagnole, qui se renouvela durant trois siècles, les exceptions doivent être dans une proportion tellement réduite, qu'il faudrait un véritable travail pour les réunir et en composer une entité politique, et une telle entité politique ne pourrait jamais, en aucune circonstance, ni par son nombre, ni par ses antécédents et sa position sociale, s'imposer à la race la plus nombreuse, la plus intelligente, la mieux placée et répartie sur toute l'extension du territoire. On aurait certainement le droit de se former une idée triste, bien triste de ces hommes blancs, beaux et semblables en tout à M. Pacheco, s'ils eussent été effectivement vaincus et dominés par une poignée de mulâtres et de métis. Montesquieu est resté très en arrière dans ses appréciations des anglais.

¹ M. l'Abbé Brasseur de Bourbourg dans son histoire des nations civilisées du Mexique, édition de Paris de 1858, page 600 et 601, au pied de l'arbre généalogique de Moctezuma, met la note suivante:

“ Il reste encore en Espagne un grand nombre de descendants de Moctezuma, les uns par le famille de Oca y Moctezuma, les autres par Doña Maria y Doña Leonor de Moctezuma, filles du souverain de Mexico qui se marièrent à des Espagnols nobles et s'allièrent ainsi aux plus illustres familles de la péninsule, de sorte que le sang de l'infortuné monarque mexicain, qui mourut prisonnier de Cortes, court dans les veines de l'antique maison de Guzman, de laquelle procède S. M. l'impératrice des Français.”

J'ignore si la note antérieure est exacte, mais elle n'a pas été démentie, que je sache.

² Ceux auxquels, en vertu d'une faveur royale, on confiait des Indiens.

M. Pacheco, ne pouvant rencontrer dans la riche langue espagnole d'épithètes assez acerbes, assez injurieuses pour la vengeance historique et littéraire qu'il avait préparée contre le parti libéral, le qualifie, par un trait qui devient ridicule à force d'être audacieux, de la manière non seulement la plus grotesque, mais encore la plus inadéquante au respect que méritent les hommes et les affaires de tous les pays du monde, quand on en parle en style élevé et officiel, et surtout quand celui qui parle est un homme d'Etat. Le parti libéral aura peut-être été injuste envers M. Pacheco, mais il a été au moins courtois et poli; M. Pacheco n'a su être envers lui ni juste, ni courtois, ni poli. L'Ambassadeur n'était pas seulement en guerre avec le ministre d'Etat et la République Mexicaine, il l'était même encore avec la bonne éducation.

Si M. l'Ambassadeur n'eût point limité à Solis ses études historiques sur l'Amérique, s'il eût au moins consulté les documents statistiques formés par le comte de Revillagigedo, qui doivent exister dans les archives d'Espagne, il se serait certainement convaincu que, depuis beaucoup d'années, les divisions et subdivisions produites par le croisement des races, donnaient une faible minorité considérablement diminuée aujourd'hui par le fait notoire que, depuis plus d'un demi siècle, l'on n'importe plus au Mexique ces malheureux êtres de la race africaine, et comme les mulâtres et les métis ne proviennent que du commerce des nègres avec les indiens et les blancs, il résulte que, dans ce parti libéral dépeint avec une si magistrale habileté par M. l'Ambassadeur, les plus jeunes métis doivent nécessairement avoir au moins soixante ans. Il y a certes d'autant plus de mérite et de talent chez ces respectables vieillards, qu'ils ont vaincu et dominé ces êtres si intelligents et si admirables qui ressemblent tellement à M. Pacheco.

S'il s'agissait d'une guerre de religion, et que M. Pacheco eût dit que les croyants sont d'un côté, et les incrédules ou hérétiques de l'autre, on comprendrait qu'il pût y avoir quelque exactitude dans son appréciation, de même que, si à propos d'une guerre de castes à la Havane, il eût dit que les nègres composaient le parti contraire aux blancs; mais appliquer de telles observations au Mexique, où le recrutement de l'armée s'opère par la force, où le chef vainqueur incorpore immédiatement dans ses rangs les soldats qu'il vient de vaincre, où, enfin, la guerre civile n'a eu pendant beaucoup d'années qu'un caractère purement politique, qui a divisé jusqu'à l'infini les idées et les opinions des membres de la même famille, c'est la plus classique des absurdités, même en admettant l'existence d'un nombre considérable de métis et de mulâtres, que d'affirmer que le parti

libéral se compose de gens de couleur, et le réactionnaire de gens de pure race espagnole.

De quelle race sont les nombreux soldats de la Sierra, qui suivent Mejia et qui ont défendu la réaction avec ténacité? Loin d'être de pure race espagnole, ce sont les restes des anciens Chichimecas, qui restèrent presque toujours indomptés et hostiles durant la domination espagnole.

De quelle race sont tous les soldats des Etats de l'Orient, qui, pendant les trois dernières années, ont combattu sous les ordres de Vidaurri, Blanco, Aramberri, Zaragoza et Quiroga? Eh bien! ceux-ci précisément sont de pure race espagnole, parceque, aux bords du rio Bravo et dans les anciennes colonies du nouveau Santander, il n'y eut point, dans les premiers temps de la conquête, d'indiens à demi civilisés, pas plus que l'on n'y introduisit de nègres, par la raison qu'il n'y avait pas de mines à travailler. Ces contrées étaient de beaux et immenses déserts habités par une multitude de tribus de chasseurs qui ne se sont jamais assujéties à la vie civilisée. Les premiers habitants Espagnols s'y établirent sous la protection des missionnaires, et le gouvernement des vice-rois y forma plus tard des colonies militaires qui célébraient des traités de paix avec les tribus indigènes, ou qui, par la force des armes, les repoussaient aux bords des fleuves de la province du Texas. La race espagnole se propagea donc dans ces contrées sans aucun mélange, et s'il est possible de rencontrer quelque part la génération pure de D. Juan de Ugalde, d'Escandon, de D. Pedro de Urdiñolas et d'autres conquérants, c'est certainement parmi ces mêmes rifleros qui vinrent, de quatre cents lieues de distance, précisément lorsque M. Pacheco se trouvait dans la capitale, combattre la réaction qui s'en était emparée. Mais D. Antonio Solis ne pouvait rien dire de tout cela, pas plus que les visiteurs peu nombreux et obséquieux qui formaient la suite et la cour de M. l'Ambassadeur. Ses observations ne pouvant s'appliquer aux masses armées, puisqu'elles ont combattu, selon le sort et les incidents de la guerre, dans les deux partis, il faut donc croire qu'elles se rapportent aux chefs ou personnes notables qui ont figuré et qui figurent dans le parti libéral. Eh-bien! D. Santos Degollado, Valle, Calderon, Doblado, Uraga, les Lerdos, Gonzalez Ortega, Mendoza, Garza, Parrodi, Zarco, Montes, Lacunza, Teran, Gonzalez Echeverría, Ortiz Careaga, Montellano, Prieto, Linares, les Ampudias, Arteaga, Antillon et tant d'autres, quel âge ont-ils? à quelle race appartiennent-ils? De quelle couleur sont-ils? Dans quel temps, comment, pourquoi, M. l'Ambassadeur pourrait-il prouver que leurs ancêtres soient venus de la Sierra Leona ou des bords du Zambezé? De ces personnes, les unes sont déjà mor-

tes, les autres existent, et M. Pacheco les a connues, ou bien il aurait pu et dû prendre au moins des informations pour s'assurer de la qualification qu'il voulait en faire.

Finissons-en avec cette question de métis et de mulâtres, et occupons nous du caractère que M. l'Ambassadeur attribue aux partis qui existent dans la République.

Nous ne sommes point parvenu à comprendre pourquoi M. l'Ambassadeur appelle historique le parti réactionnaire; mais si, par hasard, c'est parcequ'il conserve les traditions et les usages antiques, cette assertion, outre qu'elle n'est pas absolument exacte sous beaucoup de rapports, paraîtrait d'autant plus absurde à l'homme le moins observateur, qu'elle justifierait en partie les attaques du parti libéral contre ceux qui, ne tenant aucun compte du chemin que les sociétés doivent forcément parcourir, veulent qu'elles demeurent arriérées, oisives et stationnaires.

Quelques légères réminiscences des temps passés rendront évidente l'inexactitude des appréciations de celui qui a eu la prétention d'être, en même temps, comme Tacite, philosophe et historien.

Nous sommes forcé d'amplifier quelques unes des idées que nous avons déjà énoncées.

La noblesse commença avec la conquête, depuis Cortes, qui fut créé marquis del Valle, jusqu'aux derniers aventuriers et soldats venus au Mexique et qui obtinrent des parties de territoire plus ou moins étendues; et soit que quelques uns possédassent réellement des titres, soit que les autres en eussent reçus en récompense de leur mérite, ou qu'ils les eussent acquis par faveur ou par argent, le fait est que la Nouvelle Espagne se remplit de comtes et de marquis, qui formaient la cour aristocratique des vice-rois.

La noblesse, qui avait commencé avec la conquête, finit à l'Indépendance. Les nobles et les titres de Castille qui signèrent l'acte d'Indépendance, abdiquèrent leurs traditions devant la liberté de la patrie, et remplacèrent les lignes gothiques de leurs parchemins par les articles de la Constitution Républicaine. Avec le temps, les propriétaires du sol, qui n'abandonnèrent pas le pays, perdirent peu à peu leur influence par la division de leurs domaines et la diminution de leurs fortunes, de sorte que leurs descendants, réduits à la vie commune des citoyens, sans aucune espèce de titre ou de distinction, sont peut-être ceux qui se mêlent le moins à la politique et ne prennent que peu ou point de participation à la lutte terrible des partis.

Ainsi, le parti que M. Pacheco appelle bon et sain, est né avec l'époque

révolutionnaire, comme tous les partis et toutes les factions qui ont existé dans le pays. D'étudiants obscurs, de prêtres déserteurs de leurs presbytères, de militaires subalternes et corrompus, d'avocats de province, de griffonneurs de villages, sont sortis certains personnages qui, roulant d'aventure en aventure, de révolution en révolution, sont parvenus aux premiers postes de l'Etat; et alors, sans se rappeler leurs antécédents, sans tenir compte que, depuis quelques années, nous nous connaissons tous comme si nous fussions une même famille et que nous véussions dans la même maison, sans anéantir leurs écrits non pas seulement en faveur de la démocratie mais à la louange de la démagogie, ils ont prétendu former un parti aristocratique dont les essais ont été malheureux et même ridicules. Croix, broderies, uniforme, cérémonial, étiquette, distinctions offensantes dans les lieux publics, voilà leur unique programme de noblesse, de dignité et d'administration. Il y eut un temps, en conséquence de tout cela, où c'était une véritable distinction, que d'aller dans la rue avec un costume modeste, sans croix ni broderies, car cela prouvait au moins que la personne qui n'avait mérité aucune de ces nombreuses variétés de décorations, possédait assez de bon sens et de dignité pour ne pas échanger son opinion et son indépendance personnelle contre un morceau de ruban. On déclara docteurs tous ceux qui ne l'étaient pas conformément aux anciennes règles de l'Université, et le public les nomma *les docteurs de la loi*. On ressuscita l'Ordre de Guadalupe, et les gamins couraient, en les sifflant, derrière les chevaliers aux manteaux bleus qui s'étaient séparés de la procession. Et pourquoi tout cela? Parceque l'apparat de la noblesse cessa complètement à l'indépendance, et parceque dans les pays qui se sont accoutumés aux libertés civiles ou, si l'on veut, aux révolutions, le respect des contemporains ne peut plus s'acquérir que par le courage, le talent et les vertus véritables. Les portes de la République sont ouvertes. On y entre par l'épée, la poésie, la diplomatie, la littérature, la jurisprudence. La noblesse du sang dans des cerveaux vides, la pureté de race dans des ignorants, les traditions dans des stupides, que valent-elles? Comment M. Pacheco a-t-il pu se figurer que, dans une République où il dit—avec une ignorance absolue de l'histoire, il est vrai—qu'il y a eu cinquante cinq gouvernements en quarante ans, il se trouve ce parti immaculé, ce parti historique, ce parti du sang et de la noblesse? En tout pays, les partis se composent d'hommes bons et méchants, d'imbécilles et d'hommes de talents, de transfuges et d'hommes sincères, fermes dans leurs principes, de tous ceux, enfin, qui croient ou feignent de croire à une religion qu'ils ne suivent pas,

ou à une liberté qu'ils ne pratiquent pas; ainsi vont les choses; et avec ces divisions si marquées, avec ces portraits qu'a voulu tracer l'Ambassadeur, il a cherché à faire ce que ne chercherait pas un étudiant de première année, car c'est méconnaître ce que doit le mieux savoir celui qui prétend être homme d'Etat, c'est-à-dire la réalité et, nous pourrions ajouter, les vanités de la vie. Nous ne sommes tous que misères.

Au fond, les révolutions sont égales partout; elles ne varient que par les détails et les accidents: un peuple qui veut secouer la domination brutale d'un soldat heureux; une noblesse qui tantôt soutient un monarque despote, ou tantôt se révolte contre lui, le détrône ou le tue; des classes travailleuses ne supportant plus les gabelles imposées par un favori prodigue et dissolu; une aristocratie voulant soutenir son luxe et sa noblesse avec la sueur de ceux qu'elle n'ose pas appeler esclaves, mais qu'elle nomme plébéiens; une démagogie prétendant, à son tour, aux emplois, sans avoir le talent qu'ils exigent, et aux richesses, sans travail pour les acquérir; des familles, enfin, se soulevant contre d'autres familles; des citoyens contre des citoyens et des pères contre des fils. Voilà le cercle fatal de l'histoire, voilà le miroir où les générations qui arrivent, voient la misère et les crimes des générations passées. Et comment s'opèrent toutes ces transformations, comment se succèdent tous ces événements? Par l'action des partis, car il existe aussi, dans toutes les nations du monde, une majorité bonne, honorable et patiente, qui, sans se mêler à la politique, succombe à la pression de la force, et, par manque de volonté propre, se laisse entraîner par le courant impétueux des événements.

Il y a deux choses très simples à première vue, qui s'expriment par un seul mot, et qui cependant sont dans le monde de la plus difficile et l'on pourrait dire d'une impossible réalisation. Ces deux grandes choses se résument par ces deux paroles: *La Constitution. — L'administration.*

De tous les pays civilisés du globe, à peine en est-il un qui ait une constitution propre et adéquate, c'est l'Angleterre; pas un ne possède une *administration*, puisqu'ils doivent tous des sommes tellement énormes, que l'économie et la paix, pendant beaucoup d'années, ne produiraient que le paiement d'une infime partie de leurs dettes.

Et si cela n'est pas vrai, pourquoi les guerres, les emprunts, les armées si considérables? Pourquoi les disputes acharnées de successions? Pourquoi la lutte de l'Eglise contre l'Etat? Pourquoi l'essai et la réforme de diverses lois organiques? Le jour que la France n'aura plus le génie de Napoléon III, quelle constitution adoptera-t-elle, et quel monarque s'assoiera sur le trône de Saint-Louis?

Le pays qui, dans l'extension de la parole, possède une *constitution* et une *administration*, ne doit une piastre à personne et n'a besoin que d'une faible force de police, pour être tranquille. L'homme est difficile à contenter; M. Pacheco en est un exemple; les hommes réunis le sont encore beaucoup plus; ils désirent sans cesse, ils se dégoûtent vite de tout, ils abusent tant qu'ils le peuvent, le plus ordinairement ils se trompent, nul trésor, nul pouvoir ne les satisfait.... C'est là l'histoire intime de l'espèce humaine.

Les hommes ne me plaisent pas, disait Shakespeare; peut-être avait-il raison.

Et comment M. Pacheco, qui doit avoir beaucoup vu dans sa vie, et qui probablement a lu beaucoup plus encore, se scandalise-t-il, comme les pharisiens de l'Écriture, et s'étonne-t-il qu'après quarante années d'existence, la République Mexicaine n'ait encore ni constitution, ni administration, et comment qualifie-t-il de barbare, de destructeur, et même d'anthropophage, le parti dont le drapeau a été précisément le principe constitutionnel?

Le parti réactionnaire s'est ordinairement appuyé sur l'épée de quelque général heureux; aussi, à chacun de ses triomphes, ses désirs n'ont-ils été comblés que par l'établissement d'une dictature; tandis que les triomphes du parti que M. Pacheco nomme celui de la barbarie, ont été inaugurés par l'établissement d'un système constitutionnel plus ou moins parfait, mais qui, dès sa naissance, a protégé de ses garanties jusqu'à ses ennemis acharnés, qu'il venait de vaincre.

Nous sommes fort loin d'approuver les excès qui se commettent dans la guerre civile, mais nous sommes bien plus loin encore d'admettre qu'un seul des partis les ait exclusivement commis. C'eût été un véritable prodige, une merveille incroyable, que, pendant la guerre civile, l'un des partis belligérants eût suivi, sans en dévier d'une ligne, le difficile et scabreux sentier de la vertu et de la justice, et cependant M. Pacheco le croit ainsi, il l'assure, et c'est en se plaçant sur le terrain des choses impossibles, qu'il juge les faits.

Le parti libéral, sans être exempt de défauts et d'erreurs, sans être, en aucune façon, à l'abri d'une critique juste et impartiale, acceptable par ses partisans eux-mêmes, peut présenter au monde des titres que n'effaceront ni les calomnies, ni les fausses appréciations de M. Pacheco.

Les tarifs les plus libéraux et les plus modérés, le plan des études, les lois de liberté de la presse, l'arrangement de la dette extérieure, la liquidation et la consolidation de la dette intérieure, le recrutement volontaire;

l'organisation de l'armée, la propagation des écoles primaires, la destruction des monopoles fiscaux, le télégraphe, les essais de chemins de fer, l'école des arts, les lois de colonisation, une multitude, enfin, de dispositions administratives, d'une utilité indiscutable, et que la violence des révolutions n'a pu ni détruire ni changer; voilà ses œuvres.

Si ce parti était celui de la barbarie, comment eût-il pu monter au pouvoir un seul instant sans que la nation tout entière se fût soulevée contre lui? Pourquoi ceux qui ne représentent que l'assassinat et la désorganisation ont-ils été reconnus, comme gouvernement, par les nations civilisées, et comment ont-ils constamment mérité les sympathies de l'Angleterre, qui est l'une des grandes puissances qui marchent à la tête de la politique et de la civilisation?

Si les espagnols représentent, au Mexique, 150 millions de piastres, combien ont-ils apporté d'Espagne? Ont-ils apporté, par exemple, 10 millions? Ils ont donc gagné dans le pays les 140 restants.

Et comment ce résultat a-t-il pu se réaliser, si les libéraux, qui pendant des périodes longues et si diverses gouvernèrent ce pays, n'ont d'autre programme que le désordre et l'assassinat des espagnols? Comment les étrangers pourraient-ils faire des fortunes tellement colossales, si ce n'est parcequ'on leur a accordé, de préférence peut-être aux nationaux, toute la protection possible et compatible avec les troubles qui ont malheureusement affligé ce pays? Comment, enfin, ce parti libéral, que M. Pacheco ne qualifie pas seulement d'assassin et de barbare, mais aussi de stupide et d'ignorant, a-t-il pu, non pas une mais plusieurs fois, vaincre physiquement et moralement ses ennemis, et reconquérir le pouvoir que lui avaient arraché les séditions et les défections de l'armée?

Le talent et la vertu sont cosmopolites; nous avons donc pour toutes les illustrations, non pas seulement de notre pays mais du monde entier, le respect mérité; mais nous sommes très loin d'admettre que ces illustrations se trouvent exclusivement dans ce parti que nous pourrions appeler la fantaisie de M. Pacheco.

Depuis qu'il s'est réuni autour du glorieux étendard de l'Indépendance, le parti libéral a eu constamment des illustrations dans la politique, dans le barreau, dans la littérature, dans les sciences et dans l'armée. C'est à ce parti qu'ont appartenu D. Andrés Quintana Roo, ¹ D. Sebastian Ca-

¹ En parlant des personnes déjà mortes, il nous a semblé convenable d'indiquer légèrement les emplois qu'elles ont occupés, et les qualités qui les ont le plus distinguées. Si, par hasard, quelque exemplaire de cette brochure parvient aux mains de M. Pacheco,

macho, ¹ D. José Ignacio Esteva, ² D. Pablo de Llave, ³ D. Miguel Ramos Arizpe, ⁴ D. Manuel Gomez Pedraza, ⁵ D. José María Luis Mora, ⁶ D. Máximo Garro, ⁷ D. Manuel Eduardo Gorostiza, ⁸ D. Juan José Espinosa de los Monteros, ⁹ D. Francisco Ortega, ¹⁰ D. Manuel Crescencio Rejon, ¹¹ D. Juan N. Almonte, ¹² D. Joaquin Pesado, ¹³ D. Juan Bautista Morales, ¹⁴ D. Manuel Baranda, ¹⁵ D. José María Chico, ¹⁶ D. Juan de Dios Cañedo, ¹⁷ D. Prisciliano Sanchez, ¹⁸ D. Antonio Ga-

co, il verra combien de personnes de bonne race et d'un talent plus distingué encore que la race, ont appartenu au parti libéral.

¹ Envoyé à Londres et à Paris, Ministre plusieurs fois, Sénateur, Député, Gouverneur de Veracruz, Magistrat de la Cour de Justice.

² Ministre des finances, plusieurs fois.

³ Ministre de la Justice, Député, excellent botaniste.

⁴ Député, en 1812 et 1820, aux Cortes espagnoles, dans lesquelles il se distingua autement, Député à divers Congrès mexicains, Ministre plusieurs fois, Dean de Puebla.

⁵ Général, Député, en 1820, aux Cortes espagnoles, Gouverneur de Puebla, Ministre plusieurs fois, Député, Sénateur et Président de la République.

⁶ Député, historien, Envoyé à Londres.

⁷ Envoyé en France et en Angleterre, très connu et estimé en Europe.

⁸ Militaire qui se battit avec honneur, dans sa jeunesse, en Espagne, dans la guerre de l'indépendance, et, dans sa vieillesse, à Churubusco, contre les Américains; Poète qui fut considéré comme le digne successeur de Moratin; Envoyé à différentes nations de l'Europe et aux Etats-Unis, Ministre plusieurs fois.

⁹ Jurisconsulte de premier ordre, Collaborateur d'Iturbide, Membre de l'assemblée constituante, Ministre plusieurs fois, constamment Député ou Sénateur.

¹⁰ Poète distingué, littérateur de beaucoup de mérite, très instruit en finances et en histoire ancienne du Mexique, Député et Sénateur plusieurs fois.

¹¹ Député et Sénateur, écrivain facile et correct, orateur remarquable, Ministre plusieurs fois.

¹² et ¹³ Il est notoire que Messieurs Almonte et Pesado, de même que M. Manuel Bonilla, ont appartenu pendant beaucoup d'années au parti libéral *exalté* ou *puro*, comme on le nomme aujourd'hui. S'ils ont ensuite changé d'opinion, ils auront eu pour cela leurs raisons, que nous respectons.

¹⁴ Jurisconsulte intelligent, Magistrat intègre, écrivain distingué, Député, Sénateur, Gouverneur de Guanajuato.

¹⁵ Avocat d'une instruction profonde et variée, orateur, Député, Gouverneur, Ministre plusieurs fois, auteur du plan d'Etudes.

¹⁶ Député aux Cortes espagnoles et très instruit dans les sciences politiques.

¹⁷ Orateur fort remarquable, Député aux Cortes espagnoles et à différents Congrès mexicains, Ministre plusieurs fois, Envoyé en Europe et dans l'Amérique du Sud.

¹⁸ Gouverneur de Jalisco, où il donna, dans le peu de temps qu'il vécut, des preuves patentes d'un rare talent administratif.

ray, ¹ D. Francisco Garay, ² D. Mariano Otero, ³ D. Luis de la Rosa, ⁴ D. Joaquín Navarro, ⁵ presbítero D. Joaquín Guevara, ⁶ D. Miguel Lerdo de Tejada, ⁷ D. Melchor Ocampo, ⁸ D. Santos Degollado, ⁹ les généraux D. Mariano Arista, ¹⁰ D. José Joaquín Herrera, ¹¹ D. Pedro García Conde, ¹² D. José María Tornel ¹³ et D. Juan Soto. ¹⁴ C'est à ce parti qu'appartiennent D. José María Lacunza, D. Sebastian Lerdo de Tejada, D. Mariano Yañez, D. Fernando Ramirez, D. José María Cortés Esparza, D. Manuel Zamacona, D. Francisco Modesto Olaguibel, D. Guillermo Prieto, D. José M. Lafragua, D. Joaquín Cardoso, D. F. Zarco, D. Manuel Montellano, D. Juan Antonio de la Fuente, D. Blas Balcarcel, D. Joaquín Ruiz, D. José Gonzalez Echeverría, ¹⁵ D. Manuel Terreros, ¹⁶ D. José María Mata,

- 1 Ministre des finances et homme de très grandes connaissances en finances, commerce et industrie.
- 2 Député, Ministre des finances, Gouverneur de Zacatecas, Etat qui parvint à être un modèle dans la première époque de l'indépendance.
- 3 Ecrivain remarquable, orateur de première force, Député, Sénateur et Ministre.
- 4 Littérateur consommé, écrivain très remarquable, Député, Sénateur, Envoyé aux Etats-Unis, Gouverneur, Ministre plusieurs fois et chargé, une fois, de tous les ministères.
- 5 Médecin intelligent, poète, écrivain et orateur remarquable, Député et Sénateur.
- 6 Ecolésiaistique éclairé, théologien et canoniste profond, orateur remarquable par sa correction et son excellente logique, Député, Sénateur et Ministre plusieurs fois.
- 7 Statisticien intelligent, écrivain facile, historien, Ministre plusieurs fois.
- 8 Littérateur d'un véritable talent et de beaucoup d'instruction, probe, patriote sans tache, Député, Sénateur, Gouverneur et Ministre plusieurs fois.
- 9 Très probe, loyal, constant et courageux, Député, Gouverneur et Ministre.
- 10 Général très remarquable par son instruction particulièrement en ce qui regarde la cavalerie. Ministre et Président de la République. Son administration, qui fut libérale, est l'une des meilleures qu'aient eues la République. Il reforma l'armée et la comptabilité il introduisit d'importantes réformes administratives qui existent encore.
- 11 Général courageux et probe, qui se distingua dans la guerre de l'indépendance, Sénateur, Ministre et Président de la République.
- 12 Général fort instruit et même remarquable dans les sciences. Ministre et Commissaire qui marqua les limites entre la République et les Etats-Unis du Nord.
- 13 Ecrivain distingué, littérateur, historien, Gouverneur du District, Député, Sénateur et Ministre plusieurs fois.
- 14 Général notablement instruit dans les manœuvres de l'infanterie, Député et Ministre.
- 15 M. Gonzalez Echeverria, oncle de M. le comte de Reus, possède une grande fortune et est l'un des mexicains qui aiment le plus leur patrie.
- 16 M. Terreros est le fils aîné de feu M. le comte de Regla. Nous pourrions citer beaucoup d'autres personnes titrées et riches; nous nous en abstenons pour ne point offenser leur modestie.

D. Ezequiel Montes, D. Pedro Ogazon, D. Juan José et D. José Valente Baz, D. Jesus Teran, D. José María Iglesias, D. Vicente Riva Palacio, le Dr. Caserta, le Dr. Verdía; les généraux D. Ignacio Comonfort, D. José Lopez Uruga, D. Anastasio Parrodi, D. José María Gonzalez Mendoza, D. Ignacio de la Llave, D. Ignacio Zaragoza, D. Miguel Blanco, D. Santiago Vidaurri, D. Juan José de la Garza et D. Vicente Rosas Landa; D. F. Castillo, D. Anselmo Cano, D. J. Ramirez, D. Ponciano Arriaga, D. Ignacio Vergara, D. Ramon Guzman, D. Juan Navarro, D. M. Ruiz, D. Manuel Siliceo, D. Vicente Chico Sein, D. Ramon Alcaráz, D. Francisco Cendejas, D. Hijinio Nuñez, D. J. Rangel, D. Benito Quijano, D. Juan B. Traconis, D. Pedro et D. Enrique Ampudia, D. Pascual Miranda, D. Cástulo Alatríste, D. Santiago Tapia, D. Manuel Alatorre, D. Florencio Antillon, D. Pedro Hinojosa, D. Ramon Iglesias, D. Porfirio Diaz, D. Ignacio Mejía, D. Bernabé La Barra, D. J. Colombres. Longue et très longue serait la liste de ceux qui, par leur courage et leur brillante éducation, par leur instruction en politique et en jurisprudence, par leur facilité dans la culture des belles lettres, ou, enfin, par leurs bons et honorables services à la patrie, en défendant la cause de la véritable liberté, mériteraient une place distinguée non seulement parmi nous, mais encore dans des pays plus avancés que le nôtre.

Beaucoup de ces libéraux n'ont pas été simplement de bons gouverneurs, mais ils ont administré leurs Etats d'une façon tellement remarquable, qu'ils laisseront certainement parmi leurs compatriotes un souvenir grand et durable. M. Benito Juarez, comme gouverneur de Oaxaca, M. Manuel Doblado, comme gouverneur de Guanajuato, MM. Jesus Gonzalez Ortega et Mariano Riva Palacio, comme gouverneurs de Zacatecas et de l'Etat de Mexico, ont su concilier l'énergie avec la clémence, et l'ordre et l'économie avec la liberté.

Sécurité complète, règlement des impôts, économie habile jusqu'au point d'éteindre toute dette et de niveler les sorties avec les entrées, application constante d'améliorations matérielles, administration exacte de la justice, paix et ordre. Telles ont été leurs œuvres prouvées par les faits, par les documents et mémoires imprimés, où se voit tout l'ensemble du système administratif qui, pendant de longues époques, a donné la tranquillité et le bonheur à ces importantes parties de la République Mexicaine. Pour connaître l'exactitude des choses, quel livres a consultés M. Pacheco? Quelles personnes a-t-il interrogées? A-t-il eu le temps nécessaire pour connaître même de vue la plupart des illustrations dont parle son discours? Ainsi, il suppose vivant M. Lucas Alaman, mort depuis

plusieurs années, tandis qu'il donne pour mort Cuevas Couto ou Cobos— car on lit les trois noms—qui vit encore. Des bruns, il en fait des blonds; des blonds et des blancs, il en fait des métis. C'est incroyable! Comme le cabinet espagnol a eu raison de ne demander à M. Pacheco rien de ce qui se passe au Mexique, car s'il l'eût fait et que le général Prim se fût laissé guider par ses renseignements, il en eût perdu jusqu'au chemin à suivre, et, au lieu d'être à Veracruz, il se trouverait maintenant à l'île de Juan Fernandez! Le bouleversement d'idées de M. Pacheco, nous le répétons, est en vérité incroyable.

En terminant ce point pour passer à un autre, nous dirons à M. Pacheco que, dans les quarante deux années qui se sont écoulées depuis que la République s'est rendue indépendante de la Métropole, il n'y a pas eu cinquante cinq gouvernements, sinon: un Empereur, le gouvernement transitoire de la Régence et vingt trois Présidents, dont plusieurs ont été les substituts des propriétaires, pendant leur absence pour cause de guerre, et les deux derniers ont été de ce nombre. De ces Présidents, qui se sont installés dans la capitale et parmi lesquels M. Pacheco en choisit un pour le reconnaître comme gouvernement, quinze ont été libéraux, et les autres conservateurs; parmi les personnes chargées des secrétaireries d'Etat, cent onze, selon nos souvenirs, ont été libéraux, et soixante neuf ont appartenu au parti contraire². Si nous pensions, à l'exemple de M. Pa-

1 *Présidents libéraux.*

Victoria.
Guerrero.
Pedraza.
Farias.
Herrera.
Anaya.
Arista.
Ceballos.
Alvarez.
Comonfort.
Juarez.

Présidents conservateurs.

Muzquiz.
Barragan.
Corro.
Bravo.
Canalizo.
Paredes.
Zuloaga.
Miramon.

Bien que Peña y Peña et Salas n'appartiennent pas au parti libéral, ils soutinrent ses principes dans leur administration respective.

Bustamante et Santa-Anna, qui arrivèrent au pouvoir comme libéraux et parcequ'ils l'étaient, changèrent ensuite d'opinion, bien que le second, dans deux de ses administrations, ait soutenu les principes libéraux exaltés.

2 *Ministres libéraux.*

Guzman.
Pedraza.
Camacho.
Espinosa de los Monteros.
Cañedo.

Ministres libéraux.

Bocanegra.
Llave.
R. Arizpe.
Esteva.
Salgado.

checo, qu'un changement de ministère doit être considéré comme un changement de gouvernement, nous compterions peut-être, en Espagne, dans la même période de quarante années, environ quatre vingts gouvernements distincts; mais raisonner ainsi serait agir sans critérium et sans les antécédents d'une histoire qu'il est inutile de lire puisqu'elle est contemporaine et qu'elle se déroule sous nos yeux.

Parmi les diverses appréciations de M. Pacheco, il en est quelques unes qui, bien qu'inexactes, n'ont d'ailleurs aucune importance. Personne ne choisit son père et sa mère; c'est là une des nombreuses vérités de gros-Jean, que M. Pacheco ne niera point. L'homme ne peut pas davantage avoir plus de talent que Dieu ne lui en a donné; mais, en tout pays, il dépend d'un parti politique de tendre au bien, en se formant, pour ainsi dire, un caractère qui sans doute ne sera point exempt de défauts, car ce serait demander à l'humanité une perfection impossible, mais qui n'aura au moins rien de déshonorant ni de répugnant.

Eh-bien, la peinture du caractère moral des libéraux tracée par le pinceau de M. Pacheco, est la plus odieuse et la plus repoussante que l'on

Ministres libéraux.

García.
F. Angulo.
Guerrero.
Moctezuma.
J. M. Herrera.
Viesca.
Zavala.
Montesdeoca.
Fernandez del Castillo.
García Conde.
P. Anaya.
Lafragua.
Pacheco.
Guevara.
Villamil.
Ramirez.
Lopez Nava.
Jauregui.
Zubieta.
S. Iriarte.
Rondero.
Ibarra.
V. Romero.
Alcorta.
Rosa.
Otero.
Lacunza.
Castañeda.

Ministres libéraux.

B. Gutierrez.
Elorriaga.
Ocampo.
Payno.
Arista.
Yañez.
Macedo.
Fonseca.
Aguirre.
Arriaga.
Esteva.
Esparza.
Prieto.
Robles.
Fuente.
Urquidí.
Sierra y Rosso.
Arriola.
Juarez.
Fagoaga.
Godoy.
Farias.
Parres.
J. J. Herrera.
C. García.
Quintana.
Lombardo.
Garay.

puisse faire. Que l'on se figure une réunion de mulâtres; derrière les mulâtres, des barbares; derrière des barbares, des assassins et des voleurs; et, comme si tout cela ne suffisait pas, il les fait encore traîtres à leur patrie; quand ils ne veulent pas la vendre aux américains, ils veulent la fractionner; ils ont fait plus encore: ils ont effacé le nom traditionnel de *Mexique*, pour le remplacer par: *Etats-Unis Mexicains*. O honte! O profanation! O crime de lèse-majesté!

Ministres libéraux.

- Gutiérrez Estrada.
- Tornel.
- Gorostiza.
- Rodríguez Puebla.
- Velez.
- Triqueros.
- Baranda.
- Reyes.
- Rejon.
- Basadre.
- Riva Palacio.
- Comonfort.
- Montes.
- Siliceo.
- M. Lerdo.
- S. Lerdo.
- Llave.
- Teran.
- Iglesias.
- García Antonio.
- Soto.
- J. M. Yanez.
- Ruiz Manuel.
- Flores.
- G. Conde J. M.
- Degollado.
- Emparan.
- Guzman.
- P. Garay.
- Mata.
- Partearroyo.
- Ampudia.
- Zarco.
- Zamacona.
- Doblado.
- Ramirez.
- J. Ruiz.
- Teran.
- Castañeda.
- Núñez.
- Gonzalez.
- G. Ortega.
- Zaragoza.
- Hinojosa.
- Balcareel.

Ministres conservateurs.

- Alaman.
- Teran.
- Rincon.
- J. I. Espinosa.
- Manjino.
- Facio.
- Alas.
- Gomez Anaya.
- Barragan.
- Portugal.
- Echeverría Javier.
- Lebrija.
- Valdés.
- Blasco.
- Mora.
- Bonilla.
- Torres Torija.
- Corro.
- Segura.
- Vallejo.
- Vizcaino.
- Gutierrez.
- Icaza.
- Pina y Cuevas.
- Arrangoiz.
- Blanco.
- Aguilar.
- Lares.
- Velazquez de Leon.
- Olazagare.
- Muñoz Ledo.
- Elguero.
- Fernandez de Jáuregui.
- J. Marin.
- Cuevas.
- Cortina.
- Peña.
- Romero.
- Pesado.
- P. de Lebrija.
- P. Echeverría.
- Michelena.
- Moran.
- Paredes.
- J. M. Marin.

En vérité, s'il eût été possible, en Europe, d'accorder quelque crédit à tout ce qu'a dit M. Pacheco, tous les gouvernements en eussent dû se réunir pour préparer une immense artillerie et raser nos villes, en sauvant seulement dans une arche, comme Noé, quelques hommes blancs, saints et savants, que M. Pacheco eût su choisir.

Nous avons déjà vu que s'il y a dans le parti libéral une race qui ne ressemble pas à celle qui habite les montagnes d'Ecosse, cela provient de notre origine; nous avons aussi cherché à démontrer que non seulement le parti libéral ne manque pas d'hommes de talent et d'instruction, mais qu'il en possède en abondance; voyons maintenant à quoi peuvent se réduire les deux accusations que nous venons d'indiquer.

Pendant le gouvernement des vice-rois, le Mexique fut divisé en douze intendances et trois capitaineries générales de Provinces, excessivement étendues et éloignées de la capitale.

À l'établissement du système fédéral, en 1824, on forma dix neuf parties, en observant la division politique existante, de sorte qu'il n'y eut que quatre parties ajoutées à celles du gouvernement colonial, et cela, par la raison que nous avons donnée de l'immense étendue des capitaineries et intendances. A ces parties, qui s'appelaient intendances, on donna le nom d'Etats,—il fallait bien les désigner par un nom quelconque—et comme ces Etats, bien que soumis, en matières générales, au gouvernement central, reçurent de la Constitution une certaine indépendance pour l'élection de leurs gouvernants et l'administration de leurs revenus, on les nomma *Etats-Unis Mexicains*. L'acte d'Indépendance, où tout cela est consigné, porte les signatures de beaucoup de ceux que l'on appelait titres de Castille, et de ceux qui ont figuré depuis dans le parti conservateur. Cette Constitution a servi de type à celles que la République a eues ensuite, et

Ministres conservateurs.

- Jimenez.
- Canseco.
- Almonte.
- C. Castillo.
- Haro.
- Couto.
- Castillo Lanzas.
- Becerra.
- José de la Parra.
- Iturbe.
- Canalizo.
- Corona.

Ministres conservateurs.

- Larrainzar.
- Miranda.
- I. Diaz.
- Hierro.
- Zaldivar.
- Jorin.
- Sagaceta.
- Peza.
- Tovar.
- Parra.
- J. M. Garcia.
- Castillo.

qui n'ont augmenté le nombre des Etats, que par les nécessités locales de quelques fractions connues auparavant sous le nom de Territoires. Telle est l'explication bien simple du grand crime attribué par M. Pacheco au parti libéral. Tel est l'attentat commis par les libéraux contre les traditions et contre leur propre race. Mais que dirait M. l'Ambassadeur si nous lui prouvions que c'est précisément le parti réactionnaire qui a eu l'idée de subdiviser jusqu'à l'infini la République. M. Alaman avait le projet de faire soixante dix ou quatre vingts fractions; ce projet regut un commencement d'exécution sous le gouvernement de Zuloaga, par la division en différentes fractions des Etats de Mexico et de Guanajuato; tout cela dans le but, selon l'idée de M. Alaman, de créer une multitude d'intérêts locaux qui éloignassent le retour du système fédéral, lequel est en réalité établi sur la base de l'ancienne division territoriale du temps de la domination espagnole, et telle est la force de l'habitude, que sans effort et sans aucun travail, les Etats reviennent à leur formation aussitôt que se terminent les dictatures militaires. Il n'y a jamais eu la moindre dispute pour les limites, qui sont connues même des derniers paysans.

Si, en adoptant une forme politique nouvelle, nous avons imité la Constitution des Etats-Unis, c'est qu'il le fallait, et que l'on ne pouvait pas faire autre chose. Il n'est pas nécessaire, pour le reconnaître, d'être un homme d'Etat et de *gouvernement*, comme M. Pacheco. Les hommes imitent ce qu'ils voient, ce qui est auprès d'eux; les nations font de même: Charles I d'Angleterre tua Louis XVI de France. Nous imitons, nous autres, dans la plus grande partie de nos affaires, les espagnols, qui nous ont élevés; les américains, nos voisins, dans nos institutions politiques; les français, dont nous lisons les ouvrages. Pouvions-nous, par hasard, faire autre chose, et nous soustraire à cette loi universelle? L'extraordinaire serait que nous eussions pris des habitudes anglaises, des institutions russes et une littérature chinoise, sans procéder de l'Angleterre, sans voisinage avec la Russie, sans communication avec la Chine. S'il y a quelque mal dans ce qui s'est passé, c'est un mal nécessaire, un mal historique.

Le reproche auquel nous venons de répondre, est bien frivole, comme on le voit; quant à celui de la trahison que l'on attribue au parti libéral, il est plus grave, mais l'on peut heureusement présenter des preuves qui le détruisent.

Que les administrations du parti libéral aient voulu cultiver les meilleures relations avec un pays voisin, rien n'est plus naturel, plus sage, plus indiqué par la raison; mais de cela à vouloir vendre la République aux américains, il y a une grande différence.

Lorsque commencèrent nos désaccords avec les Etats-Unis, au sujet des colonies du Texas, nous fûmes précisément poussés à la guerre par un excès d'exaltation patriotique qui, considérée dans son ensemble, n'a rien de blamable. L'administration de cette époque, dont faisaient partie MM. Cuevas et Riva Palacio, avait le plus grand désir de profiter de la médiation offerte par l'Angleterre, de reconnaître l'indépendance du Texas, et de fixer les limites au fleuve de las Nueces; mais l'opinion d'une majorité du parti libéral était contraire à cette politique, qui paraissait aujourd'hui sage et habile, et le Mexique se jeta, sans aucun élément pour la soutenir, dans une guerre très juste, il est vrai, mais contre une puissante nation pleine de ressources.

D'après le mémoire de leur ministre de la guerre, les Etats-Unis firent entrer sur le territoire mexicain plus de 90,000 hommes, environ 3,000 chariots, et 400 pièces d'artillerie; ce qui entraîna une dépense de plus de 100 millions de piastres. On finit par faire la paix; les Etats-Unis reconnurent le bon droit du Mexique et lui payèrent une forte somme pour le territoire qui leur était cédé. Quels furent ceux qui firent la guerre aux américains avec le plus d'acharnement? Les libéraux: ils écrivaient, ils combattaient, ils parcouraient le pays, d'un bout à l'autre, la plupart du temps sans ressources, toujours poursuivis, sans espoir de victoire, mais avec la volonté forte, avec cette constance, ou, pour mieux dire, cette ténacité que nous avons héritée de la race espagnole. Les généraux Robles et Morales, avec de la garde nationale, défendirent jusqu'à la dernière extrémité la place de Veracruz bombardée par le général Scott. Dans l'Etat de Chihuahua, D. Angel Trias combattit autant de fois que l'ennemi se présenta. D. Antonio Canales fit la guerre dans l'Etat de Tamaulipas. Balderas et Leon moururent au Molino del Rey. La garde nationale, commandée par Gorostiza, Revilla y Pedreguera, Peñafuri y Martinez de Castro, soutint les rencontres les plus terribles, dans la vallée de Mexico. Le général Perez Castro, le colonel Cano, et les enfants de l'école militaire, à peine au commencement de la vie, succombèrent dans Chapultepec, tandis que Jicotencal, indien pur et non mulâtre, se faisait tuer dans le bois avec tout son bataillon. Nous fûmes malheureux dans les batailles, mais non déshonorés.

Le Molino del Rey et Churubusco coûtèrent plus de monde aux Américains, que s'ils eussent perdu ces batailles. Et qui faisait tout cela? Les libéraux; les personnages les plus notables de ce parti exposèrent leur existence et celle de leurs familles, comme ils devaient le faire pour la défense de leur patrie. Enfin, quand on fit le traité de paix, et qu'on le sou-

mit, à Querétaro, à l'approbation de la chambre, une partie des libéraux s'y opposa avec ténacité et protesta contre la paix, parcequ'ils ne voulaient pas s'avouer vaincus, bien que les faibles éléments de guerre sur lesquels avait pu compter la République, fussent complètement épuisés. Quelques personnes, en très petit nombre, ne trahirent pas, mais elles transigèrent momentanément avec l'ennemi, en se mettant à la tête de la Municipalité, peut-être afin de rendre un service à la capitale, ou de lui éviter au moins des maux considérables, en devenant, pour la population subjuguée, un bouclier contre l'invasion victorieuse. L'une de ces personnes, M. Suarez Triarte, malgré son talent distingué, son excellent caractère et ses nombreux amis, fut inculpé et condamné par le Grand Jury de la Chambre des Députés: Eh-bien! la majorité de cette chambre était libérale. L'unique relation historique de cette guerre est l'œuvre du travail et de l'étude de personnes du parti libéral. ¹

Tout ceci ne veut point dire que le parti contraire fut traître et partisan de l'invasion. Ce serait de notre part une horrible calomnie. La nation entière, par son esprit très marqué d'indépendance, pensa de la même manière et accepta la guerre avec enthousiasme; des personnes de toutes les opinions, de tous les partis, prirent indistinctement les armes et prêtèrent même leurs services comme simples soldats. Les éléments de nos voisins, particulièrement en ressources pécuniaires, étaient supérieurs, et nous ne recûmes, nous autres, de l'étranger, ni un seul homme, ni une seule piastre, ni un secours quelconque.

La doctrine Monroe est une grande doctrine. C'est la séparation politique du vieux monde et du monde nouveau; c'est l'indépendance d'un grand continent; c'est l'expression de nécessités comme de systèmes différents; c'est la sauvegarde, pour des nations vierges, de complications fréquentes avec les vieilles monarchies; c'est, en un mot, l'émancipation de toute tutelle et de toute vassalité.

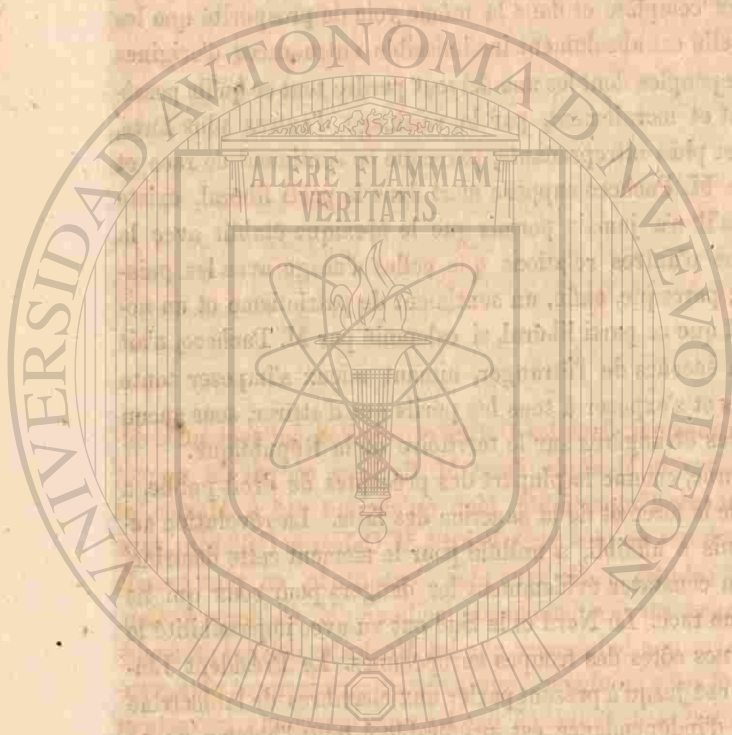
M. Pacheco croit-il que le parti libéral ne se soit point trouvé, non pas une mais plusieurs fois, en position d'adopter cette doctrine Monroe, en formant avec les Etats-Unis une alliance qui lui eût procuré des armes, de l'argent, une marine, enfin tous les éléments nécessaires non seulement pour déployer un appareil de force, mais encore pour mettre la nation en état d'envahir des peuples plus faibles? Pourquoi donc ne l'a-t-il pas adoptée? Parceque, opprimé et, jusqu'à certain point, assujéti par les exigences impossibles à satisfaire de ministres étrangers qui n'ont pas mieux

¹ L'une de ces personnes est M. Payno, auteur de la brochure que nous traduisons

compris que M. Pacheco, l'esprit *juste et pacifique* de leur mission, le Mexique a souffert, plutôt que d'implorer l'aide de ses voisins; parceque, nous le dirons avec franchise, la doctrine Monroe serait bonne, si l'Amérique était peuplée d'une seule race; elle conviendrait au Mexique, s'il se trouvait dans une paix complète et dans la même voie de prospérité que les Etats-Unis; mais elle est absolument inadmissible entre races d'origines distinctes, et entre peuples dont les uns doivent perdre tout ce qu'ils possèdent physiquement et moralement, par le voisinage d'autres plus forts, mieux constitués et plus entreprenants; parceque ce sentiment de race et de croyances, que M. Pacheco suppose mort dans le parti libéral, existe tellement actif, qu'il n'a jamais permis que le Mexique établît avec la République voisine d'autres relations que celles d'usage avec les puissances étrangères; parceque, enfin, un sentiment de patriotisme et un noble orgueil ont fait que ce parti libéral, si calomnié par M. Pacheco, n'ait jamais sollicité un secours de l'étranger, aimant mieux s'imposer toute espèce de sacrifices et s'exposer à tous les périls que d'attirer, sous aucun prétexte, des armées étrangères sur le territoire de la République.

La doctrine Monroe, comme la plupart des préceptes de droit public, a besoin de l'appui de la force et de la sanction des faits. La révolution actuelle des Etats-Unis a affaibli, a nullifié pour le moment cette doctrine, dont nous avons pu constater évidemment les dangers pour ceux qui ne sont pas de la même race. Le Nord et le Sud ont vu avec impassibilité le débarquement sur nos côtes des troupes européennes. Le Président Lincoln n'a pas même osé jusqu'à présent parler aux chambres de la doctrine Monroe. L'esprit d'indépendance est préférable à tout; l'homme ne se trompe jamais quand il remplit ses devoirs, et il conserve, au milieu du malheur, le droit au respect de ses ennemis eux-mêmes. Passons à autre chose.





UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECA Y DOCUMENTACIÓN

Des deux personnes qui, dans les Cortes espagnoles, ont soutenu le débat relatif aux affaires du Mexique, l'une, M. Pacheco, n'a pas dit un mot de vérité, de jugement, d'impartialité, bien qu'elle eût été à Mexico, et qu'elle eût vu les choses de plus près; l'autre, M. Calderon Collantes, sans être sortie de son cabinet, parle avec plus d'exactitude, en plus grande connaissance de cause, sur des fondements meilleurs; M. Calderon Collantes parle surtout avec une indulgence que les Mexicains doivent profondément reconnaître, et cette indulgence serait encore certainement plus grande s'il n'eût été, à son insu, influencé par les renseignements inexacts et les mauvaises impressions venus de M. Pacheco et d'autres personnes, car de même que les hommes ont quelquefois des ennemis implacables et acharnés, de même les nations rencontrent des individus qui les haïssent en masse, dans leur ensemble, et qui cherchent tous les moyens de nuire à une société entière.

Nous allons donc adresser à M. Calderon Collantes quelques lignes dans lesquelles nous rappellerons le plus laconiquement possible l'histoire de notre dernière révolution, même en répétant ce que nous avons déjà forcément dit, afin de relier le récit de certains événements.

Les hommes commencent les révolutions; la Providence seule sait quand et comment elles se terminent. Aucun des deux partis qui y figurèrent, ne pensait que la lutte commencée en 1857, aboutit au dénouement de la Noël de 1860. Aujourd'hui encore, le parti vaincu croit reconquérir le pouvoir, tandis que le parti libéral se croit invincible et éternisé au gouvernement. Les partis sont ainsi dans tous les coins du monde. Le grand

bienfait accordé aux hommes par la Providence, c'est qu'ils ignorent l'avenir; les événements viennent sous la forme la plus inattendue.

Le gouvernement nommé d'Ayutla, installé en 1855, et arrivé, comme nous l'avons dit, légalement au pouvoir par la soudaine absence du général Santa-Anna, se trouva avec une armée de soixante à soixante dix mille hommes. Une partie de ces forces, ainsi que nous l'avons aussi indiqué, avait été laissée par le général Santa-Anna; le reste militait aux ordres du général en chef, D. Ignacio Comonfort, qui soutenait le plan d'Ayutla.

Cette administration adopta, autant que cela lui fut possible, une politique de conciliation; elle soumit au jugement de la Cour suprême de Justice les ministres de la dictature, en leur accordant un fuero purement constitutionnel; quant à d'autres personnes de quelque importance, elle les consigna à leurs juges respectifs, ou bien elle se borna simplement à leur enlever leurs fonctions officielles. En dehors de cela, elle laissa dans l'exercice de leurs charges la plus grande partie des employés civils et militaires et la plupart des juges qui reconnurent son autorité; elle ne chercha à poursuivre ni à emprisonner personne. Comme la force armée était trop considérable et d'ailleurs inutile, le gouvernement, ne pouvant la maintenir, fut obligé de dissoudre plusieurs corps de la garde nationale, et de mettre à la retraite beaucoup de militaires, en confiant à d'autres qu'il en croyait dignes, des emplois importants; il faut encore ajouter qu'il ne prit aucune mesure hostile contre le clergé, ni contre les anciennes corporations, et qu'il se limita à leur demander, comme à divers autres particuliers, quelques prêts volontaires d'argent, pour faire face aux exigences du moment. Cette politique fut inefficace; au bout de peu de mois, une brigade se souleva, ensuite une autre, et puis une autre; enfin, la brigade d'artillerie légère et même les patrouilles de la police désertèrent la capitale pour se réunir à Puebla, foyer de la rébellion soutenue, d'après la voix publique et unanime, par les ressources et l'influence du clergé. Le gouvernement appela alors les gardes nationales, et, avec les forces considérables qu'il en composa, unies au petit nombre de troupes de ligne restées fidèles, il assiégea la place, l'attaqua sur divers points, et força enfin ses défenseurs à capituler. Il fut indispensable d'établir une intervention dans les biens de ce clergé, et d'imposer aux officiers un châtement très fort. On critiqua beaucoup cette mesure, et, selon nous, avec quelque justice; mais, en définitive, cette politique, cruelle si l'on veut, produisit les mêmes résultats que la politique de conciliation dont nous avons d'abord parlé.

D. Miguel Lerdo de Tejada entra au ministère des finances, et il combina la loi du 25 juin avec un mécanisme calculé de manière à ce que ses bienfaits se fissent sentir à tous. Le principe de la propriété du clergé restait consacré; on lui laissait la jouissance de ses rentes, sans qu'il eût même la charge des contributions; on ne touchait en rien aux couvents ni au culte; on créait, du soir au matin, dans la République, plus de dix mille propriétaires, et, comme couronnement de l'œuvre, les droits d'enregistrement, pour les ventes des propriétés aux locataires, produisaient, à eux seuls, au gouvernement, de trois à quatre millions de piastres. C'était une réforme de transaction, un terme moyen pour concilier la paix de l'Etat avec la paix de l'Eglise. L'autorité civile réglait seulement la manière de posséder, mais elle laissait la possession. Le clergé répondit aussitôt par des protestations et peu de jours après par des excommunications. Nouveau soulèvement à Puebla, et de nouvelles forces, de nouvelles batailles et de nouveaux triomphes pour le gouvernement. La guerre entre l'autorité civile et les autorités de l'Eglise éclata d'une façon terrible.

Peu de mois après, autre rébellion à San Luis. Des officiers s'emparèrent d'un convoi d'argent, et avec cette ressource et la troupe qu'ils commandaient, ils se soulevèrent contre l'autorité. Nouvelles dispositions du gouvernement, qui battit les soulevés à la bataille de la Magdalena, et paya le montant du convoi.

Le gouvernement n'avait plus un ennemi à vaincre, ni une rébellion à étouffer. Presque tous les chefs de réputation, même les plus courageux, qui étaient Osollo et Miramon, tombèrent en son pouvoir. Il n'en fusilla aucun, à l'exception d'Orihuela, qui, dans la seconde campagne de Puebla, fut pris par le général en chef et passé par les armes avant que le gouvernement eût pu l'empêcher.

Il est vrai que la guerre morale continuait, non pas avec l'Eglise mais avec le clergé; il n'y eut de sa part ni une seule concession, ni l'ombre d'une transaction avec l'autorité civile, pas même le moindre signe de consentement à laisser les choses dans l'état où elles étaient, jusqu'à ce que l'on reçût une solution quelconque du Pape, à qui l'on avait envoyé un plénipotentiaire.

Le gouvernement vainqueur pouvait disposer de la fortune, de la liberté et même de la vie de ses ennemis politiques; mais, au lieu de se venger en achevant de les anéantir, il eut une pensée de réconciliation et de paix, et il se mit à la tête du mouvement que l'on nomme le *coup d'Etat*. Ce fut alors pire qu'auparavant: la troupe se révolta, ainsi que nous l'avons

dit; Comonfort et ses amis restèrent les proscrits des deux partis; et, au lieu de paix, il n'y eut plus qu'une guerre sans trêve et sans quartier.

Le parti libéral se précipita alors dans cette lutte du désespoir, pour jouer, comme l'on dit, le tout pour le tout; le gouvernement constitutionnel n'abandonna pas un seul moment les rênes de l'administration. Fugitif, poursuivi, errant de population en population, traversant l'isthme de Panamá pour aller se fixer à Veracruz, partout il représentait le double principe de l'unité et de la légalité de son origine, principe incontestable, ainsi que nous l'avons démontré. M. Juarez, non pas comme intrus ni comme général improvisé, ainsi que le dit M. Pacheco, non pas comme coryphée révolutionnaire, mais bien comme représentant du pouvoir, selon la forme constitutionnelle et traditionnelle, que le parti conservateur lui-même n'a jamais repoussée, M. Juarez prit les rênes du gouvernement que Comonfort et son ministère, triomphants et forts, avaient abandonnées dans un instant de faiblesse inconcevable.

Mais la fortune, qui, depuis 1855, avait accompagné l'administration libérale, sembla vouloir lui tourner le dos pour toujours.

A peine les militaires soulevés, dans le couvent de St-Dominique, en décembre 1857, eurent-ils cessé de reconnaître Comonfort, que Osollo et Miramon vinrent se joindre à eux. Un jour, pendant qu'on lançait de la citadelle sur la capitale une pluie de boulets et de grenades, ils prirent d'assaut les points fortifiés de l'Acordada et de l'Hospicio et rompirent ainsi la ligne établie par Comonfort; le découragement se répandit parmi les gardes nationaux, qui, à la nuit, se retirèrent dans leurs foyers, et celui, qui, peu de jours avant, réunissait le prestige et le pouvoir de la nation, réduit alors à quelques amis, celui-là sortit du palais, non sans tourner la tête, comme Boabdil, pour voir encore les tours et les minarets de Grenade perdue.

Le parti réactionnaire triompha complètement en apparence; rien ne troublait sa joie, qui s'exprimait par plus de deux cents cloches sonnantes à toute volée; rien ne semblait gêner son pouvoir et son prestige fondés sur cette tradition historique à laquelle fait sans doute allusion M. Pacheco. La loi du 25 juin ne fut pas simplement dérogée, elle fut annulée; les locataires, qui s'étaient vus forcés de devenir propriétaires, ne perdirent pas seulement le droit d'enregistrement qu'ils avaient eu tant de peine à payer au gouvernement, mais ils perdirent encore les améliorations faites, les contributions payées, tout enfin, parce que les garanties et la religion ordonnaient de traiter le public comme s'il ne se composait que de lie et d'ordures. Plus chrétiens que le Pape, comme l'on dit, les hommes char-

gés alors des ministères se montrèrent plus rigoureux que l'Archevêque qui est toujours resté, quels que fussent ses opinions et les devoirs de sa conscience, un modèle de désintéressement et de charité.

Le clergé, qui n'avait pu qu'avec d'innombrables efforts et des sacrifices incalculables, prêter au gouvernement d'Ayutla que quarante cinq mille piastres, avança trois millions au nouveau gouvernement, qui ne comptait que sur la capitale; le clergé, qui refusait naguère aux soldats de la brigade Zuloaga les sacrements et même la sépulture, promettait le pardon et la vie éternelle à ces mêmes soldats de Zuloaga, depuis le moment où ils avaient trahi le gouvernement et manqué à l'Ordonnance, ce catéchisme et, nous pourrions le dire, cette religion du bon soldat.

Le triomphe et les réjouissances de la capitale furent bientôt troublés. Les gouverneurs de Guanajuato, Zacatecas, Michoacan, Jalisco, San Luis et Aguascalientes réunirent leurs gardes nationales, se mirent à leur tête et vinrent, au nombre de douze mille hommes, prendre position à Celaya.

Le gouvernement de Mexico, avec la plus grande activité et l'argent de l'Eglise, recruta des troupes, organisa des régiments, marcha au devant des Etats qui formaient la coalition, et détruisit, dans une grande bataille, tout cet appareil formidable. Osollo, vainqueur, alla jusqu'à Guadalajara et à la mer du Sud; quant aux chefs de la Fédération, les uns opérèrent leur retraite, d'autres capitulèrent, et d'autres revinrent dans la capitale, réduits à la nullité à laquelle restent toujours condamnés ceux que maltraite le sort des batailles. La tourmente semblait conjurée pour toujours, et le triomphe du parti réactionnaire complet et décisif. Ce fut précisément à ce moment et sous l'impression de telles nouvelles, que la cour d'Espagne songea à renouer avec le Mexique ses relations interrompues et à nommer ministre Plénipotentiaire M. Pacheco, mais lui se fit Ambassadeur.

Dans le cours de quelques mois, les affaires changèrent d'aspect. Après avoir failli d'être fusillé à Guadalajara, M. Juarez apparut à Veracruz où il réorganisa le gouvernement. Les Etats de la frontière, qui semblaient indifférents, se mirent en mouvement, firent marcher leurs forces, occupèrent la place de San Luis et présentèrent, à Ahualulco, l'ensemble le plus formidable que nous eussions vu: plus de dix mille hommes avec d'excellentes armes, une artillerie et un matériel énormes, des vivres, de l'argent, tout en abondance. Avec l'idée de l'éloignement et des ressources limitées de ces Etats, cet appareil militaire était fabuleux; à Mexico, on ne pouvait y croire. Nouvelle campagne pour le gouvernement de Mexico. Miramon et Marquez marchèrent contre les hommes de la frontière, forcèrent leur position et détruisirent, en un instant, tout cet immense armement qui s'é-

vanouit comme de la fumée. Pour cette fois, on crut la guerre réellement terminée et le parti libéral vaincu à jamais. A cette époque, ainsi que l'on peut le calculer, on donnait, en Espagne, à M. Pacheco, ses instructions.

Les gouverneurs qui avaient formé la coalition, et les chefs des Etats de la frontière, si malheureux à la guerre, avaient vu disparaître en quelques minutes les éléments réunis pendant des mois, à force de patience et de travail; mais cet exemple, loin de décourager les autres chefs, ne fut peut-être pour eux qu'un stimulant. D. Santos Degollado, général en chef des armées, entra alors en campagne. Trois fois, il presenta des masses de plus de douze mille hommes, et trois fois il fut mis en déroute. La ville de Guadalajara fut assiégée, canonnée et incendiée, tantôt par les troupes réactionnaires, tantôt par celles de la Fédération; San Luis, Guanajuato et Zacatecas, avec de moindres désastres, eurent le même sort; mais, au lieu d'éteindre le feu, tout cela ne faisait que l'allumer de plus en plus. Osollo, type de loyauté et de bonne politique, était mort; le ministère avait été changé à Mexico et à Veracruz; des deux côtés, l'on fusillait les prisonniers; le plateau central était parcouru par des hordes armées, qui pillaient et brûlaient, au nom de la religion comme au nom de la liberté; mais, au milieu de tout cela, le parti constitutionnel, complètement dérouteré dans les batailles, poursuivi dans les campagnes, emprisonné dans les villes, apparaissait plus fort que jamais, parceque les hommes, comme les nations, ne sont jamais plus imposants ni plus dignes que lorsqu'ils supportent avec courage et constance les coups de la fortune. Chaque déroute du parti libéral obtenait pour réponse une loi plus dure contre le clergé; chaque bataille perdue ne faisait que fortifier le principe de la légalité du gouvernement de M. Juarez.

Le cri d'un régiment insubordonné, les représentations de quelques populations, les clameurs déraisonnables de journalistes ignorants ou d'agitateurs de faubourgs, avaient suffi auparavant pour renverser un gouvernement et réduire à l'obscurité les personnages les plus élevés; mais maintenant on voyait ce qui ne s'était jamais vu dans le pays: un gouvernement qui, à sa volonté, portait en tout lieu le principe constitutionnel, et qui, lorsqu'il ne pouvait opposer la force physique aux hasards de la fortune, les dominait encore par l'irrésistible force morale que rien ne pouvait et n'a pu vaincre. La ténacité de Zuloaga à soutenir la continuation de sa présidence, ne fut qu'un plagiat, une ridicule imitation du gouvernement constitutionnel.

Ce fut à cette époque que les tribuns se firent partisans, les avocats généraux, les généraux orateurs, les orateurs soldats. Bien qu'en petit,

les citoyens, comme dans la république romaine, défendaient leurs opinions par tous les moyens, et ils étaient, à la fois, généraux, avocats et tribuns. La révolution et la guerre civile formèrent les hommes des deux partis, et il n'y avait nulle nécessité de lois ou de décrets d'un congrès, pour reconnaître comme général celui qui, réunissant cinq ou six mille hommes, se mettait à leur tête et présentait le premier sa poitrine aux balles de l'ennemi. Le parti libéral voulait être détruit et anéanti, ou secouer une fois pour toutes cette double tutelle du clergé et de l'armée, avec laquelle il était en lutte depuis plus de trente ans.

Pendant quelque temps, le pays eut une apparence assez tranquille, et les espérances du parti libéral semblèrent s'être évanouies. Ses hommes les plus influents parlaient d'accommodement et de transaction; les militaires réactionnaires, fatigués ou n'espérant plus un triomphe complet, s'y montraient disposés; mais, aux premiers pourparlers, toutes les négociations échouaient, parceque le gouvernement de Veracruz, à moins de se perdre comme s'était perdue l'administration de Comonfort, ne pouvait admettre d'autre base que celle de la Constitution de 1857. La grande force de M. Juarez résultait de la légalité constitutionnelle; en la perdant, il eût été renversé du pouvoir et proscrit comme M. Comonfort, que n'avaient point sauvé son admirable courage à la guerre et les services distingués qu'il avait rendus au parti libéral.

De nouveaux chefs remplacèrent dans l'arène ceux qui avaient été malheureux dans les batailles précédentes.

Coronado, qui avait joué auparavant un rôle secondaire, en qualité d'aide de camp de D. Santiago Vidaurri, gouverneur de Nuevo Leon, était déjà à la côte du Sud, avec une brigade qu'il commandait comme général; Berriozabal, emprisonné à Mexico, où il s'occupait de ses affaires privées, s'évada et souleva plusieurs populations de l'Etat de Mexico; D. Jesus Gonzalez Ortega, à peine connu dans l'Etat de Zacatecas, réunit une troupe considérable et parcourut le pays jusqu'auprès de Chihuahua; Aramberri, Blanco et Zaragoza, retirés depuis le désastre d'Ahuualulco et brouillés avec leur ancien ami Vidaurri, reprirent les armes; le général Uruga, qui était resté longtemps exilé aux Etats-Unis, rentra dans la République; enfin, M. Ogazon, gouverneur de Jalisco, et M. Doblado, revenu au gouvernement de Guanajuato, reparurent en scène. Tous ces éléments, réunis peu à peu et qui, pendant quelque temps, semblèrent d'une faible importance, se multiplièrent à la fin, et les libéraux, qui avaient perdu en une année plus de 400 pièces d'artillerie et plus de 50,000 hommes, ouvrirent de nouveau la campagne avec des troupes disciplinées, des

armes suffisantes, un matériel de guerre neuf, comme si rien ne se fût perdu. Ceci n'était certainement pas une sédition composée de quelques mérités et mulâtres stupides et sauvages, mais c'était bien une véritable révolution.

La fortune changea. Le général Uruga mit en déroute, à Loma Alta, la division d'élite du gouvernement réactionnaire. Le général Gonzalez Ortega détruisit complètement, auprès de San Luis, une autre division aguerrie; le général Castillo se vit assiégé dans Guadalajara; Miramon fut mis en déroute, à Silao; enfin, quatorze mille hommes, vainqueurs de ceux-là mêmes qui les avaient vaincus pendant une année entière, marchèrent sur la capitale. Ce fut précisément le moment où M. Pacheco reconnut Miramon, de la manière déjà expliquée par nous et beaucoup mieux encore peut-être par M. Calderon Collantes.

Nous allons être maintenant un peu plus prolixes dans notre récit, car nous avons plutôt cherché jusqu'ici à présenter en bloc les grands événements à la vue, que dans l'ordre rigoureux de leurs dates.

Pendant une nuit de décembre 1860, quelques troupes de la capitale se mirent en marche avec le plus grand secret. Miramon sortit aussi mystérieusement et parvint, en route, à combiner son plan d'une façon tellement complète, qu'il tomba, le jour suivant, par divers points, sur la ville de Toluca, battit sa garnison dans les rues, et fit prisonniers D. Felipe Berriozabal, gouverneur de l'État, M. Degollado, qui s'était démis du commandement, et M. Benito Gomez Farias, qui l'accompagnait en qualité d'amî et de secrétaire. Miramon pouvait fusiller ces trois personnages, comme le désiraient certains individus, mais il ne le fit point; il les ramena prisonniers à la capitale, où il les garda au secret dans un appartement du palais. Trois jours après, l'armée fédérale, commandée par le général Gonzalez Ortega, marcha sur Mexico. Ce fut alors que l'autorité ecclésiastique permit de prendre l'argenterie des églises, de vendre ses meilleures propriétés, de négocier, à des prix infimes, ses créances les plus solides; alors, on donna, pour un morceau de pain, les biens des antiques et respectables établissements d'instruction publique, fondés depuis tant d'années; alors, des hommes despotes et arrogants allèrent de maison en maison recouvrer des contributions exorbitantes, afin qu'une partie leur en fût accordée par quelque faveur illégitime; alors enfin, on s'empara de vive force de l'argent des porteurs de bons anglais, que M. Mathews n'avait pas voulu confier à un convoi parti peu de mois auparavant. Et pourquoi tout cela? Où trouver un avenir, une espérance, un programme? Nulle part. Si le parti réactionnaire gagnait la prochaine bataille, la révo-

lution n'en continuait pas moins comme elle le faisait depuis trois ans; s'il la perdait, les trois ans d'efforts, de combats, de sang répandu, tout se perdait par une seule défaite. Les conservateurs de bonne foi étaient eux-mêmes épouvantés de l'état des choses et ne désiraient plus qu'un dénouement quelconque.

Huit mille hommes environ d'excellentes troupes et trente pièces d'artillerie sortirent de la capitale et s'avancèrent jusqu'à mi-chemin de Querétaro. L'affaire s'engagea avec une égale bravoure des deux côtés; un moment, la fortune sembla revenir à Miramon, mais la bonne étoile de Gonzalez Ortega l'emporta, et bientôt artillerie, matériel et troupes restèrent au pouvoir des libéraux.

Miramon s'ouvrant un passage à travers ses ennemis, revint, à bride abattue, à Mexico, où il était impossible d'organiser une défense. C'est à cet instant que mourait moralement le gouvernement reconnu par l'Ambassadeur d'Espagne, dont la mission, par conséquent, se trouvait légalement terminée.

Elle arrivait donc l'heure suprême où les vaincus, les opprimés, les prisonniers, les outragés de toutes façons durant trois années, allaient entrer en vainqueurs dans la cité corrompue et maudite, comme quelques uns la nommaient. Du sang, des échafauds, des assassinats, des vols, les horribles crimes de tout genre qu'inspirent la vengeance et l'ivresse d'un triomphe absolu, voilà ce qu'attendaient les habitants de la capitale; les uns abandonnaient leurs maisons; les autres, déguisés, cherchaient, dans les lieux les plus retirés, une sécurité à laquelle ils ne croyaient pas; les rues étaient remplies de meubles déménagés par des porteurs ou des charriots, et si l'on pénétrait dans l'intérieur de certaines maisons, on voyait pleurer les enfants et les femmes. C'était en effet un spectacle imposant; il semblait que quelque chose d'extraordinairement terrible dût se passer dans la grande et belle cité. La destruction de Jerusalem, la ruine de Babylone, allaient servir de types aux soldats vainqueurs.

M. Pacheco alla trouver, à quelques lieues de Mexico, le général en chef qui lui accorda pour la ville toute espèce de garanties, mais aucune pour les chefs de la réaction, parceque, lui dit-il, ses pouvoirs ne s'étendaient pas jusque là.

Degollado et Berriozabal, qui peu de jours avant étaient prisonniers et peut-être en danger de perdre la vie, se trouvèrent en liberté et prirent le commandement. Le départ de Miramon fut résolu, mais personne ne savait ni l'heure, ni la manière qu'il choisirait. Le 24 décembre, à onze heures du soir, il monta en voiture et sortit de Mexico. Avant lui, Perez

Gomez, Cobos et d'autres chefs étaient partis avec le bataillon de grenadiers et quelques détachements.

La population de Mexico, dont la majorité se compose d'ouvriers, montrait, dans les premières heures de la soirée, de l'inquiétude et de mauvaises dispositions; mais, après dix heures, chacun regagna son logis, et quelques groupes restés sur la place furent dissipés par M. Degollado en personne, qui les exhorta à l'ordre et à la paix. Par l'ordre du général Berriozabal, les espagnols armés se réunirent à San Bernardo, et les français à la Profesa. Des patrouilles parcoururent une partie de la ville beaucoup trop étendue pour pouvoir être entièrement protégée par une petite force. Vers trois heures du matin, le colonel Aureliano Rivera entra avec sa troupe, dans le plus grand silence et un ordre parfait. Il n'y eut pas un cri, pas d'ivrognerie, pas un désordre, pas même une tentative de vol. Les espagnols et les français armés ne pouvaient, dans un conflit, sauver par leur dévouement que les points qu'ils occupaient; mais le reste de la ville? Y avait-il des français ou des espagnols à San Cosme, à San Pablo, dans le quartier de Nuevo-Mexico? Mais, nous l'avons déjà dit, rien ne vaut au parti libéral. Il fallait que ce trait notable du bon sens et de la loyauté de la population de Mexico, de même que la résolution et les fatigues de Degollado et de Berriozabal, restassent méconnus, et que Monsieur l'Ambassadeur allât dire à l'Europe qu'il avait sauvé la capitale.

M. L'Ambassadeur avait les meilleures intentions, nous n'en doutons pas, et les espagnols rendirent un service signalé, mais cela seul ne pouvait nullement délivrer la capitale des graves dangers qui, pendant quelques heures, la menacèrent.

Le jour suivant, environ vingt cinq mille hommes commandés par le général Ortega, entrèrent avec un ordre parfait. Durant la nuit, quelques soldats, ou des voleurs déguisés en soldats commencèrent à voler; le général Zaragoza appela le Prévôt de l'Armée, lui donna une escorte et lui ordonna de pendre tous les malfaiteurs. En peu d'instant, le Prévôt pendit cinq voleurs, et la sécurité se rétablit de telle façon que Mexico ne s'était jamais vu aussi tranquille.

Il arriva, le jour de l'entrée de l'armée, un événement pénible et fâcheux, mais qui est demeuré l'unique; cet événement n'eut point lieu comme le rapporte M. Calderon Collantes trompé sans doute par des informations inexactes.

Des officiers de police cherchaient dans une maison de la petite rue de Lopez, Lagarde, ancien chef de la police de Miramon; une fatalité leur fit rencontrer D. Vicente Segura, qui, la nuit précédente, était venu s'y ré-

fugier. Segura, qui avait écrit avec fanatisme en faveur de son parti, déclara son nom, prit un pistolet, tua l'un des officiers, s'enfuit par une azotea et sortit dans la rue par une maison qui fait face à l'Alameda, dans le moment même du passage des troupes. Segura, plein de résolution ou plutôt de désespoir, et avec un courage extraordinaire, répéta son nom et blessa un autre officier d'un coup de pistolet. Plusieurs individus tombèrent alors sur lui et le tuèrent à coups de pistolets et de poignards. Son cadavre fut recueilli immédiatement par son beau-frère, D. Angel Gonzalez et par D. Jesus Dueñas, qui le transportèrent à l'église de San Francisco.

Ajoutons quelques lignes.

Si la révolution fût entrée à Mexico en donnant à ses ennemis un embrassement fraternel, si elle eût contemporisé avec tous les intérêts, approuvé et sanctionné toutes les affaires qui avaient été précisément faites pour la combattre, si, en un mot, elle se fût assise au gouvernement, douce et aimable pour tous, peut-être cela eût-il été d'une bonne politique, bien que ce qui était arrivé au gouvernement de Comonfort prouvât le contraire; mais, quoiqu'il en soit, il faut bien accorder quelque chose à la faiblesse humaine, et plus encore aux passions du moment et aux exigences d'une multitude armée et puissante qui malheureusement médite et philosophe peu.

On destitua les employés civils et militaires; on emprisonna ceux des ministres réactionnaires que l'on rencontra; les ordres réguliers furent abolis, et l'on diminua le nombre des couvents, en réunissant les religieuses dans ceux que l'on désigna; on commença à ouvrir de nouvelles rues à travers les enceintes et les murailles des couvents, et, suivant l'exemple donné peu de jours avant par les réactionnaires, on retira des églises l'argenterie et les bijoux qui y étaient restés; l'Archevêque et les Evêques furent exilés; quelques cérémonies du culte furent supprimées, et l'on enleva les cloches, qui, tant et tant de fois, avaient célébré, avec leurs langues de métal, comme dirait un poète, les victoires des armées de la réaction, et la mort et les douleurs des vaincus. Triste, bien triste est toujours le tableau de la guerre civile, quelques douces que soient les couleurs employées à le peindre!

Mais nous avons dit une vérité, c'est que le parti libéral, agissant constamment en vertu d'un programme constitutionnel, offre ses garanties à ses propres ennemis, dès le premier jour de son triomphe.

A peine exécutait-on tout ce que nous venons de détailler, et que l'on considérait comme la partie matérielle de la Réforme, que déjà, dans le congrès, avec l'indépendance qui le caractérise, le parti libéral lui-même

se récriait contre plusieurs de ces mesures; il voulait que l'on demandât des comptes aux interveneurs des convents; il ordonnait que l'on recueillît ce qui, dans le premier désordre, s'était égaré, et il empêchait la destruction de divers édifices. La liberté de la presse prêtait son aide aux députés, et beaucoup de désordres furent corrigés.

Mais cela n'était rien. M. Pacheco a négligé de raconter au Sénat la fin tragique de M. Ocampo. Séparé du ministère, retiré dans une propriété, seul et sans défense, et sans se mêler alors à la politique, il fut enlevé un matin par un partisan espagnol et conduit à pied jusqu'à l'endroit où se trouvaient Marquez et Zuloaga, qui le firent fusiller.

Le cadavre mutilé et sanglant fut transporté à la capitale. Marquez et Zuloaga avaient, par cette acte, signé l'arrêt de mort de nous tous, qui étions dans les prisons. Le peuple, les sociétés patriotiques, comme les appelle M. Pacheco, une partie de la garnison, les exaltés du parti, demandaient une vengeance matérielle; ils voulaient sacrifier quelque chose au cadavre du ministre le plus aimé du président constitutionnel. La fureur croissait à chaque minute, et la ville courut, dans ses moments d'effervescence, plus de dangers encore que dans la nuit de Noël. Loin de fomenter cette formidable indignation, le gouvernement travailla à calmer les esprits et augmenta les gardes des prisons; le gouverneur et les chefs de la police parcoururent nuit et jour la ville, pour dissiper les groupes déjà nombreux et redoutables qui remplissaient quelques rues, et le général Zaragoza, ministre de la guerre, donna les ordres les plus formels de faire feu sur ceux qui tenteraient de forcer les prisons, où nous nous trouvions réunis, nous les inculpés du coup d'Etat de décembre, aux ministres de la réaction. On criait bien à la chambre: *Sang et vengeance*; mais d'autres libéraux répondaient: *Non, la loi, la loi*. Ces instants qui nous semblèrent, dans nos prisons, une éternité, ces instants passèrent, et la loi, la loi triompha à la fin, et les principes constitutionnels, toujours préférables à la meilleure des dictatures, sauvèrent ceux qui, pendant trois années, leur avaient fait une guerre acharnée.

Quelques mois après, beaucoup d'employés furent rétablis dans leurs fonctions; on répartit aux églises qui s'ouvraient au culte, les ornements des convents supprimés; des maisons commencèrent à s'élever dans les rues nouvelles; la persécution qui paraissait, dans les premiers moments, déclarée au clergé, diminua graduellement; enfin, une amnistie rendit à leurs familles les prisonniers politiques et ceux qu'une crainte naturelle et juste tenait cachés. Telle est en résumé l'histoire matérielle de ce que l'on a nommé la *Réforme*.

Que, durant la guerre civile, il se soit commis des attentats et des crimes, qui en doute? Qu'il y ait eu des fautes, des erreurs, des exagérations, qui le nie? Mais il faut répéter que ces fautes, ces erreurs, ces crimes, n'ont pas été plus grands au Mexique que dans d'autres pays, en circonstances analogues, et qu'ils doivent bien moins encore être exclusivement portés au compte du parti libéral. L'homme d'état, et celui qui, sans être homme d'état, a de l'expérience, déplore certainement les maux d'une guerre civile, parcequ'ils sont toujours déplorables, mais il ne se scandalise pas, il ne s'étonne nullement que les sociétés, quelle que soit leur civilisation, passent forcément par ces voies sanglantes, qui semblent, ou, pour mieux dire, qui sont tracées par la volonté de la Providence pour le châtement des uns, pour l'expérience des autres, pour le terrible enseignement de tous. L'esprit des encyclopédistes français, les théories américaines et l'imitation de l'Espagne ont été les éléments moraux de la révolution, qui, sans parler de l'appas offert aux combattants par les biens du clergé, représentait la lutte des temps anciens et des temps modernes, l'antagonisme des idées passées avec les idées nouvelles, la destruction, en un mot, d'institutions qui avaient besoin de se purifier par les souffrances et le malheur, afin de renaître nettes et pures, simples et humbles comme la parole et l'esprit de vérité de l'Évangile. Si la Providence le permit en Espagne, elle l'a aussi permis au Mexique. Là, comme ici, les hommes n'ont été que des instruments.

Nous dirons quelques mots sur la partie arithmétique de la Réforme.

Personne ne doute que l'aliénation des biens du clergé n'eût dû produire un meilleur résultat, tel qu'une banque, un chemin de fer, et surtout l'amortissement d'une partie de la dette étrangère. Mais la véritable question est celle-ci: A-t-on pu faire cela? Nous-même, après avoir amèrement critiqué plusieurs de nos amis qui avaient une opinion contraire, nous sommes parfois tenté de croire qu'il était impossible de contenir l'impétueux torrent des exigences immédiates de la révolution triomphante.

Les hommes de gouvernement sont forcés, en Espagne comme au Mexique, de faire des concessions à la presse, à l'opinion, à la nécessité, en un mot de tendre les voiles en laissant aller le navire au gré du vent, car les courants sont impétueux et celui qui leur résiste s'expose au naufrage.

Si l'on demande au premier ministre de Zuloaga pourquoi, au lieu d'annuler la loi des biens de mainmorte, il ne l'accepta pas, en s'emparant, au bénéfice du clergé, de ce levier puissant qui se trouvait à la disposition de ses ennemis, il répondra qu'il se serait coupé la main plutôt que de faire

semblable chose, parcequ'une partie de son programme politique, ses devoirs et sa conscience lui faisaient une obligation de châtier ceux qu'il appelait détenteurs des biens du clergé. Si l'on demande au clergé pourquoi il ne ferma pas ses caisses et pourquoi, au lieu de garder une parfaite neutralité, il donna son consentement à la fonte de l'argenterie des temples, il répondra que sa conscience lui ordonnait d'aider le gouvernement défenseur de l'Eglise, afin qu'il pût anéantir ceux qui voulaient usurper ses biens. Que M. Pacheco aille demander aux révolutions de la logique, de la raison et de l'ordre, et ce sera absolument comme s'il voulait bâtir des palais sur la mer ou des châteaux en l'air.

Nous dirons néanmoins, dans la sincérité de notre opinion, que nous croyons encore que l'on aurait dû faire au moins une opération entièrement distincte de celle qui a été faite.

Mais, en restant sur le terrain des faits, il n'est pas exact non plus, dans l'extension de la parole, que d'immenses trésors aient été dilapidés, bien moins encore par M. Juarez, qui ne possède aucune propriété du clergé, de même que d'autres fonctionnaires publics, qui avaient les moyens faciles de s'approprier non pas des milliers mais des millions de piastres.

La valeur des biens du clergé a toujours été fort exagérée; M. Lerdo partageait cette erreur, qu'il dut modifier dès qu'il vit le faible produit des droits d'enregistrement pour les ventes faites conformément à la première loi du 25 Juin. Le parti réactionnaire pensa également que les trésors du clergé étaient inépuisables; il comprit cependant, vers ses derniers jours, la difficulté de s'y procurer des ressources, puisqu'il fut obligé de recourir aux fonds des Capuchinas; mais ce qu'il y a de certain, au milieu de tout cela, c'est que l'on continue encore à exagérer cette valeur, sans que personne connaisse positivement son chiffre exact.

Supposons que le capital s'élevât à trente deux millions de piastres, supposition exagérée sans doute mais que nous admettrons pour base afin de pouvoir faire le calcul suivant:

Capital supposé du clergé.....	32.000,000	
A DÉDUIRE:		
Dépenses du Gouvernement de Mexico des fonds avancés par le clergé.....	4.000,000	
Dépenses du Gouvernement de Veracruz, pour contrats payables par les biens du clergé.....	3.000,000	7.000,000
Reste.....		25.000,000

Reste antérieure.....	25.000,000
Capitaux des établissements de bienfaisance non aliénés.....	2.500,000
Dots des religieuses.....	2.500,000
Reste.....	20.000,000
Paiement des trois cinquièmes en bons de la dette publique, conformément à la loi.....	12.000,000
Reste.....	8.000,000
Capitaux en litige, propriétés non aliénées, rentes pendantes.....	2.000,000
Reste.....	6.000,000

Tel est positivement l'unique capital que le Gouvernement ait eu à sa disposition, et à compte duquel il a peut-être reçu plus de deux millions en espèces et le reste en billets dont l'existence représente encore près d'un million de piastres.

Voilà, dans son ensemble, cette opération, mal calculée, au point de vue financier, dès la promulgation des premières lois de la Réforme, mais adoptée dans le seul but d'engager les intérêts privés au triomphe de la révolution, alors même que le Gouvernement ne reçut pas un centime de toute cette masse de valeurs. Quant aux détails, nous ne les analysons pas, parceque nous en ignorons beaucoup, et nous ne défendons pas davantage l'aliénation d'une partie considérable de ces biens, faite à des compagnies étrangères, qui ont précisément rétabli, au préjudice du public, le monopole attaqué par les lois de la Réforme.

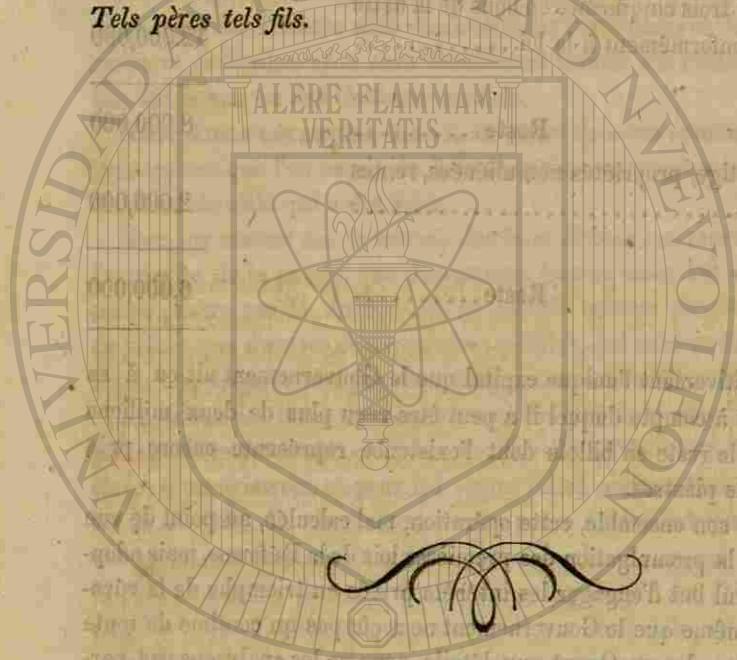
Nous ne savons comment ces choses se sont passées et se passent en Espagne; mais, d'après ce que divers auteurs ont écrit, la loi des biens de mainmorte n'y fut pas mieux combinée ni relativement plus productive qu'au Mexique.

M. Conte, dans le résumé historique de son ouvrage intitulé: *Examen des finances publiques de l'Espagne*, dit:

“ La révolution pouvait au moins détruire tout le vieil édifice, en laissant ainsi le terrain préparé pour une construction solide; mais on ne lui doit même pas ce service, car elle n'a eu ni vigueur pour arracher entiè

" rement la mauvaise semence, ni sagesse pour ne détruire que le mal; à
" côté de ruines douloureuses, qui embarrassèrent le chemin de la réfor-
" me, elle laissa subsister les abus les plus notables, les injustices les plus
" déplorables, les contradictions les plus révoltantes du régime anté-
" rieur."

Si cette description des résultats de la Réforme en Espagne est exacte,
et il n'y a pas de raison d'en douter, M. Pacheco pouvait dire tout au plus:
Tels pères tels fils.



Les auteurs romains, ces maîtres de l'art et des préceptes, conseillent à l'orateur, lorsqu'il veut exciter dans son auditoire non seulement de l'intérêt mais de l'enthousiasme, de chercher à éveiller en lui des sentiments de tout genre, afin que les sentiments le conduisent aux passions. En exceptant la règle de Quintilien, que nous avons citée en commençant, non par montre d'érudition, car les enfants des collèges savent par cœur les règles de rhétorique, mais parcequ'elle convenait à notre sujet, M. Pacheco s'est servi de tous les moyens non seulement légaux mais encore de tous les moyens prohibés que l'intelligence humaine puisse appeler à son aide.

Par la peinture qu'il a faite du parti libéral mexicain, il a cherché à détruire les quelques sympathies que pouvait avoir pour notre pays le parti libéral espagnol; par le récit inexact de ses travaux diplomatiques et par le complet oubli de tous les préceptes de droit public et de droit constitutionnel, il a cherché à persuader que son expulsion, qui a été exclusivement personnelle, implique une grande offense à S. M. la Reine et à l'honneur de l'Espagne; et par la relation exagérée des événements de la révolution, il a cherché à prouver qu'il avait parfaitement rempli sa mission et que toutes les fautes comme tous les torts revenaient au Mexique.

Après avoir fait vibrer les cordes de l'orgueil et de l'honneur, toujours sensibles dans le cœur d'un homme bien né, il fallait essayer de l'attendrissement et du sentimentalisme.

Les espagnols n'étaient pas seulement abandonnés ici, mais ils y étaient encore sous la férule d'un Président dont l'occupation favorite consistait à les assassiner; cela doit être ainsi, puisque M. Pacheco, du ton le plus amer, se lamente plusieurs fois de ce que l'on accorde plus de confiance à

M. Juarez, qui assassine les espagnols, qu'à l'Ambassadeur de la Reine d'Espagne.

Il fallut que M. Pacheco vint à Mexico pour que l'on commençât à rendre justice aux espagnols; il ne se borna donc point à remplir ses hautes fonctions d'Ambassadeur, car cela n'eût été rien, il fit quelque chose de plus, il fut le père des espagnols et le Patriarche des Indes. Quand on est maître de choisir soi-même ses titres, on fait très bien de se désigner de la manière la meilleure et la plus tendre du monde.

Nous soumettrons quelques réflexions au Sénat. Depuis Décembre 1857 jusqu'à Décembre 1860, la capitale resta au pouvoir du Gouvernement formé par le parti que M. Pacheco appelle *espagnol*. Si ce parti est celui de l'ordre, celui de la raison, et s'il est surtout le parti *espagnol*, qu'avaient à désirer et que pouvaient ambitionner de plus les espagnols de Mexico?

Leur Ambassadeur, leur père et Patriarche ne pouvait faire pour eux plus que ce Gouvernement qui était à eux tout entier. Mais si, au contraire, les espagnols souffraient des vexations et des amendes, s'ils étaient soumis à des gabelles et à des contributions, alors cesse d'être vraie l'appréciation faite par M. Pacheco du parti et des gens auxquels il s'unit, dont il fait l'éloge et qu'il porte aux nues.

S'il s'agit des districts connus sous le nom de Terre chaude, et qui sont à quelques lieues de la capitale, l'action du Gouvernement de Mexico était plus efficace et plus prompte que celle du Gouvernement de Veracruz; de sorte que s'il eût été possible de châtier les perturbateurs de l'ordre dans ces contrées montagneuses et malsaines, nul ne pouvait mieux le faire que les gouvernements de Zulcaga et de Miramon, d'autant plus qu'en rétablissant la tranquillité dans cette partie du pays, il pouvait en même temps punir les bandes de malfaiteurs et d'assassins qui la désolaient. Pourquoi ne le firent-ils pas? Parceque les difficultés que présente une campagne dans ces régions et durant certaines saisons, sont telles, que Miramon, qui allait de Mexico à Guadalajara avec le plus grande facilité, n'a jamais tenté personnellement une expédition au sud de l'Etat de Mexico. Pourquoi le Gouvernement constitutionnel n'a-t-il pas pu en finir avec les révoltés de la Sierra de Álica, pas plus qu'avec Mejía et Vicario? Parceque le plus terrible ennemi est le pays lui-même, et que, dans certaines parties montagneuses de la terre, les rébellions doivent être éternelles. Beley el Rumí, comme les arabes nommaient le célèbre Pelage, en est un exemple.

Il y a une observation générale à faire. Quand il existe une peste, une révolution, ou quelque autre calamité, il est inévitable que tous les habitants du pays envahi souffrent. Durant notre guerre civile, les espagnols

ont dû nécessairement souffrir plus que les autres étrangers qui sont moins nombreux; mais nous pourrions prouver que pour chaque espagnol qui a souffert un préjudice quelconque, deux ou trois mille mexicains en ont enduré de beaucoup plus considérables. Il n'y a personne qui ne se plaigne qu'on ne lui ait enlevé les grains ou les bestiaux de son domaine, ou qu'on ne lui ait séquestré ses chariots ou ses mules, ou qu'on ne lui ait exigé des sommes d'argent plus ou moins fortes; et tout cela ne se faisait pas seulement par les libéraux, mais encore par les défenseurs des garanties et de la religion. En partant du principe que toute guerre civile cause les plus grandes calamités, il n'y a qu'une chose étonnante, c'est que les excès n'aient pas été pires et que le pays ne soit pas complètement ruiné; mais, répétons-le, toutes les plaintes de M. Pacheco s'expliquent en général par la guerre elle-même, et non par la haine pour les espagnols, ni par des outrages à l'Espagne, pas plus que par des offenses auxquelles nous n'avons jamais pensé.

M. Pacheco n'a pas été plus véridique dans sa manière de rapporter le cas spécial de Rubio.

Nos voleurs connaissaient mille façons d'exercer leur profession, mais ils ignoraient qu'au lieu de laisser tranquillement retourner chez lui un voyageur après l'avoir dépouillé, il était plus profitable de le séquestrer en le conduisant dans leurs retraites jusqu'à ce qu'il eût payé une rançon. C'est un espagnol, Cobos, qui mérite, pour cette industrie, non pas un brevet d'*invention*, puisqu'on s'en était déjà servi en Italie et en Espagne, mais un brevet d'*introduction* dans la République.

Au combat du Platanillo—auprès de Cuernavaca—où fut défait et tué le gouverneur de l'Etat de Mexico, par les réactionnaires, D. Miguel Buenrostro resta prisonnier. Cobos l'emmena au domaine de San Gabriel, et là il exigea une rançon de 20 mille piastres, que, grâce aux plus fortes recommandations, il réduisit à 10 mille, dont la moitié passa par nos mains, après avoir été réunie très secrètement entre des Députés, collègues de Buenrostro, et plusieurs de ses amis.

Pendant que l'on marchandait avec deux espagnols, agents de Cobos, et qu'un courrier allait et venait, il se passa quelques jours, et, chacun de ces jours là, on ne se bornait pas à menacer le prisonnier, mais on l'amenaît dans la cour du domaine, on lui bandait les yeux, et l'on formait les rangs pour le fusiller; des prières et des recommandations obtenaient un nouveau délai, mais cette scène se répéta plusieurs fois jusqu'à l'arrivée de l'argent. Peu s'en fallut que Buenrostro ne perdit la raison ou la vie. Voilà d'abord l'exemple; passons à l'imitation:

Un espagnol, nommé Rubio, de très peu ou point de fortune, et que personne ne connaissait à Mexico, se présenta un jour au gouvernement de Miramon, et, à l'admiration des négociants qui connaissent les capitalistes, il fit avec ce gouvernement une affaire de plus de cent mille piastres, dont il versa une partie en argent et le reste en papiers ou crédits, et il reçut en garantie une somme de deux millions des *bons* appelés de *Peza*, du nom du ministre des finances qui organisa leur émission. La voix publique déclara Rubio un simple agent, et désigna, comme propriétaire véritable des fonds, ce même Cobos qui avait exigé une forte rançon pour Buenrostro.

En retournant à Orizaba, Rubio, dénoncé sans doute, fut pris en chemin par les troupes de D. Antonio Carbajal, qui, à l'exemple de ce que Cobos avait fait pour Buenrostro, exigea de Rubio, comme condition de sa liberté, une forte rançon. Rubio fut traité exactement comme l'avait été Buenrostro; il mourut de peur et de fatigue des courses, absolument comme serait mort Buenrostro si nous n'eussions pas réuni l'argent nécessaire à sa délivrance. Pourquoi M. Pacheco n'a-t-il point ainsi rapporté au Sénat cet événement? Plaise au ciel que des actes semblables ne se répètent jamais parmi nous! mais il était indispensable de prouver que cet événement et beaucoup d'autres sont des effets de la guerre civile et non pas des actes *ex-profeso*, dans le but d'offenser la nation et le gouvernement espagnols.

Abandonnons un moment les opinions politiques, le caractère bon ou mauvais des hommes publics, et admettons un cas particulier.

Que serait-il arrivé à Madrid, ou en quelque autre population d'Espagne, aux mexicains, si plusieurs d'entre eux, se mêlant à la guerre civile, eussent parcouru le pays, pillé les propriétés, recruté du monde, battu publiquement de verges les recrues, attaqué le gouvernement légitime d'Isabelle, s'ils eussent, enfin, enlevé de sa maison de campagne M. Pacheco, ou tout autre grand personnage, pour le fusiller? Que serait-il arrivé, nous le répétons, aux mexicains, qui, bien que personnellement innocents de ces crimes, mais compatriotes des criminels, eussent démontré leur complicité par leur opinion déclarée en faveur de Don Carlos. Il est à peu près certain qu'il ne leur serait arrivé rien de très bon, et si le peuple de Madrid les eût tolérés, le gouvernement, par mesure d'ordre et de précaution, les eût peut-être fait sortir du pays.

La langue, la religion, les mêmes coutumes font que les espagnols, au lieu de se considérer, au Mexique, comme des étrangers, s'y croient dans leur propre pays; ainsi, ils adoptent une couleur politique, ils discutent, ils parlent, ils influent sur les autorités; bien plus, ils prennent les armes,

combattent dans l'un des deux partis ou dans les deux à la fois; il est donc naturel qu'ils participent de toutes les éventualités, de tous les risques et malheurs d'une longue guerre civile. Ceux qui ne s'occupent que de leur commerce et de leur travail, n'éprouvent que les accidents communs à toute la population. Une multitude d'espagnols se trouve dans la capitale, où son principal commerce est l'épicerie; elle est donc en rapports continuels avec le peuple, avec la *populacheria*, comme dirait l'Ambassadeur; où sont les assassinats journaliers et les outrages? Par quels actes se manifeste cette haine que l'on suppose?

Les crimes commis en *Terre-chaude* contre les espagnols, ont une cause. Le caractère des gens qui travaillent dans ces domaines, où ils ont remplacé les esclaves, est dur; il exige la plus grande énergie et, selon le dicton ordinaire, le sabre au côté. Les gérants de ces propriétés sont, en général, espagnols, et ils ne concilient pas toujours l'énergie nécessaire à l'accomplissement de leurs devoirs avec la justice et la modération auxquelles ont droit les travailleurs. Quels abus de la force, quelles extorsions, quelles injustices, se commettent souvent envers ces malheureux qui, pour un infime salaire, travaillent cette terre de feu, d'une manière assurément plus profitable que les nègres d'Afrique! Le jour d'une révolution, où se relâchent les liens de la morale, où s'efface le prestige de l'autorité, est aussi le jour des vengeances et de l'émancipation du travail dur et ingrat de beaucoup d'années. Alors le sang coule et les théories du communisme se mettent en pratique. De là vient l'état déplorable de *Terre-chaude*, et comment ces troupes, naguère de travailleurs, sont maintenant des troupes de bandits. Il faut la main sévère mais juste de l'autorité, la force et la stabilité que produit la paix, pour replacer dans son milieu une partie de cette société, qui n'a reçu ni la meilleure éducation, ni les meilleurs exemples. Si M. Pacheco, ou tout homme philosophe et studieux, recherche la cause des maux que nous déplorons plus que lui, il trouvera qu'elle est entièrement distincte de celle que lui assignent son ignorance et sa méchanceté, dans le but de nous présenter aux gouvernements qui acceptent de tels renseignements, comme la nation la plus barbare et la plus atroce de la terre.

La qualification d'un fait ou d'une personne doit s'appuyer sur des antécédents et des preuves.

Quels sont les antécédents cités et les preuves données par M. Pacheco pour soutenir que le parti libéral soit l'ennemi des espagnols, et que M. Juarez, Président de la République, passe son temps à les assassiner?

Si l'Indépendance débuta par l'assassinat des espagnols, la conquête commença par les tueries de Cholula et les assassinats du grand temple de Mexico. Ce sont peut-être des vengeances historiques, mais ce sont certainement des citations historiques très inopportunes et qui ne sauraient atteindre aujourd'hui le parti libéral. En dehors de cette érudition exclusivement tirée de D. Antonio Solis, les accusations de M. l'Ambassadeur peuvent se réduire aux points suivants:

- 1^o A la dispute sur la Convention.
- 2^o Aux assassinats de *Terre-chaude*.
- 3^o A son expulsion.
- 4^o Aux dommages à la propriété, aux vexations souffertes par les espagnols, aux emprunts forcés qui leur sont imposés.

Nous avons déjà dit que dans la question relative à la convention, il ne s'agit que d'une partie des *crédits*, et nullement du *traité*. La quantité disputée est en réalité de peu d'importance. Après tous les éclaircissements qui ont résulté de la discussion du Sénat, si nous étions à la place du gouvernement, nous remettrions toutes les pièces à M. Calderon Collantes, et nous signerions ce qui lui paraîtrait convenable. Nous ne présenterions plus une seule note contradictoire sur cette affaire que nous confierions à l'honneur espagnol.

Les assassinats des espagnols, en *Terre-chaude*, n'ont d'autre origine que des vengeances personnelles. Les coupables sont punis, et la justice doit rechercher leurs complices, s'il y en a encore.

L'expulsion de M. Pacheco a été conforme au droit des gens. Il reste également prouvé qu'il n'avait, conformément au même droit, aucun caractère public auprès du Gouvernement de M. Juarez.

Tous, nous avons partagé les vexations souffertes par les espagnols; c'étaient les funestes conséquences de la guerre civile; mais de tous les reproches adressés au Mexique, il ne saurait résulter l'ombre d'une offense à la Souveraine de l'Espagne, pas plus qu'à l'honneur de la nation.

Quant à l'accusation dirigée contre M. Juarez, elle est tellement dénuée de toute vraisemblance, qu'elle ne mériterait même pas une réponse.

M. Juarez a été, pendant beaucoup d'années, gouverneur de Oaxaca; que l'on nous cite un seul acte de sa prétendue hostilité contre les espagnols; que l'on nous dise si, comme autorité, il a infligé la plus légère vexation, s'il a causé le moindre dommage à l'un des nombreux espagnols qui résident dans cet Etat. Ce sont, au contraire, sa bonne administration et la

longue paix dont a joui cette partie du pays qui ont augmenté de telle façon les fortunes des espagnols, que des maisons—nous les connaissons—qui ont commencé, il y a quinze ou vingt ans, avec un mince capital, sont aujourd'hui millionnaires. Un ennemi des espagnols ne pourrait présenter dans la série de ses actes, des preuves aussi palpables et évidentes.

Si nous disons la vérité tout entière, le Sénat saura qu'au Mexique la question des espagnols est une question de parti, une question domestique. Il y a, au Mexique, des espagnols qui travaillent, gagnent de l'argent, ne se mêlent en rien à la politique et ne se plaignent pas; il y a une minorité libérale; mais l'opinion de la grande majorité n'est pas seulement contraire au parti libéral, elle a encore les plus grandes tendances à la domination et au despotisme. Il est difficile que l'on se forme, en Europe, un jugement exact de ce qui se passe ici. Quant à nous, nous avons avec des espagnols les relations de l'amitié la plus intime; nous leur avons rendu tous les services qui dépendaient de nous, comme, à notre tour, ils nous en ont rendus; nous ne ressentons donc pas cette haine dont parle l'Ambassadeur, et nous ne croyons point qu'elle existe dans le pays. Toute notre race est parleuse, légère, d'une imagination ardente et d'un amour propre raffiné. Nos défauts et notre caractère doivent être forcément les défauts et le caractère de nos ancêtres. C'est une question de race, une question historique, et rien de plus.

Un tome entier serait probablement nécessaire pour réfuter sérieusement le discours de M. Pacheco. Nous n'avons touché, et fort légèrement, que les points principaux, mais il y en a d'autres où, pour toute réponse, nous devrions demander à M. Pacheco à quoi il pensait, lorsque, dans une circonstance aussi sérieuse, il appelait à son aide de véritables niaiseries?

Quelle idée le Sénat espagnol s'est-il formée de nos indiens? Croit-il qu'ils aient dans les mains l'almanach de Gotha et qu'ils sachent par cœur toute l'histoire des maisons régnantes de l'Europe? S'il en était ainsi, ils devraient mieux savoir ce qui se passe dans leur propre pays, et connaître le président de la République, le gouverneur de leur Etat et le maire de leur village.

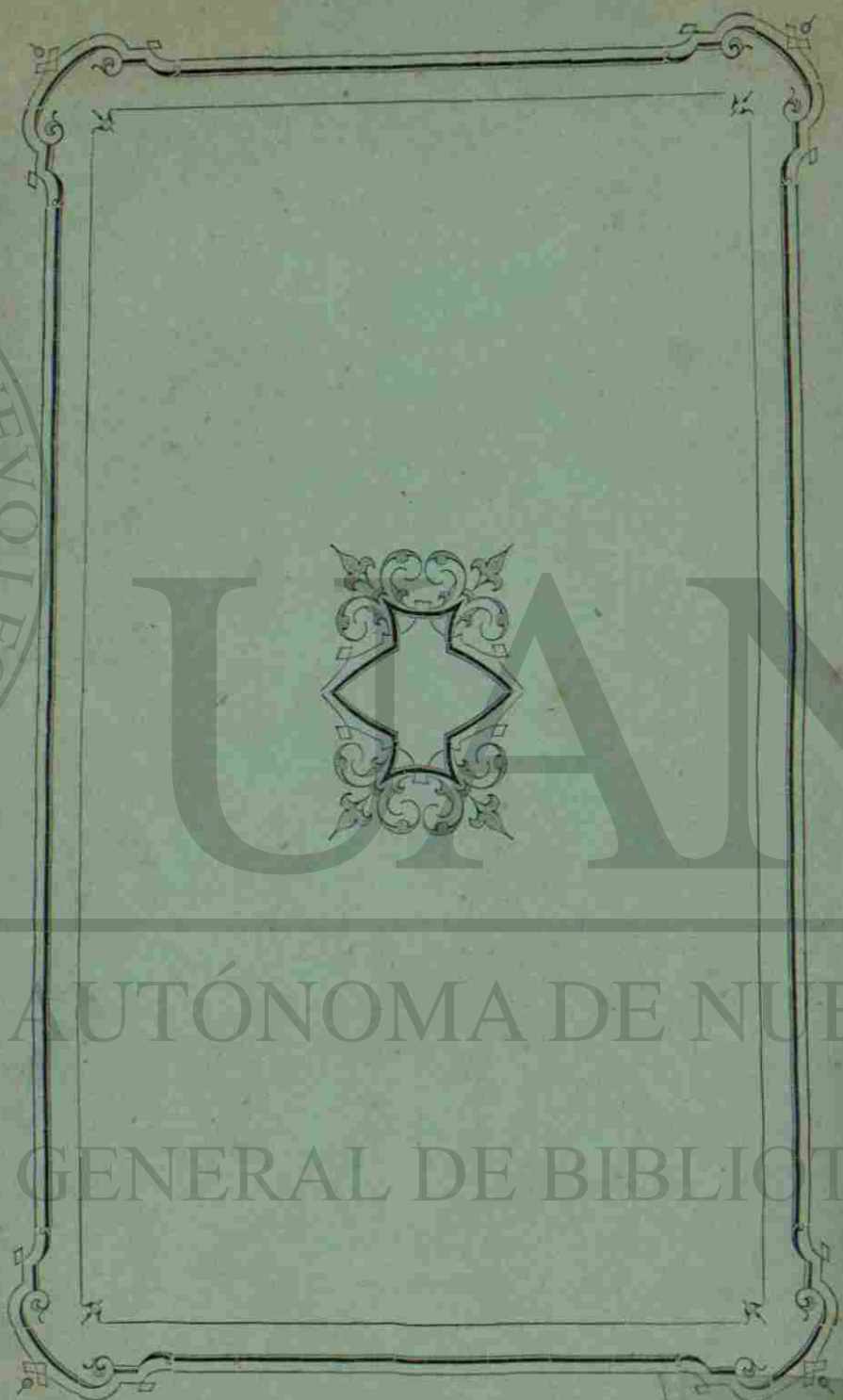
Si, au contraire, leur ignorance est telle qu'ils ne savent même pas quelle est la personne qui les gouverne à Mexico, ils doivent bien moins se douter qu'il y ait une reine en Espagne et que cette reine soit leur souveraine. L'idylle des cabanes de junc, inventée par la tête encore poétique de M. l'Ambassadeur, est tout ce que l'on peut imaginer de plus ridicule.

Personne, à Mexico, ne songea à nommer M. Pacheco *le frère du Roi*. Tous, même les *léperos*, (*)—et nous lui dirons en passant que cette expression n'a jamais résonné dans notre parlement, parcequ'elle est ignoble,—nous savions que M. Pacheco était un homme politique, d'un rang élevé, d'un talent distingué, d'une instruction solide et d'une longue expérience. Ses antécédents lui méritaient notre estime, et nous lui avons prodigué les marques de considération que tout pays civilisé accorde au talent et à une haute position sociale. M. Pacheco partagea le malheur et la destinée du parti vaincu au Mexique, et, aveuglé, matériellement en délire, il voulut faire d'une question personnelle une question de nation à nation. La passion parla, et non le talent. La vengeance discuta, et non la raison. L'homme offensé se montra, et l'homme d'État disparut. Si, dans quelques années, M. Pacheco relit son discours, il reprendra la plume, nous n'en doutons pas, et de chaque cent lignes, il en effacera quatre vingt dix neuf, afin que ce discours ait alors, comme le disait Quintilien, l'appui *de la justice, de l'histoire et de la vérité*.

México, 1er février 1862.

(*) Les Lazzaroni du Mexique.

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN[®]
DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN
CIÓN GENERAL DE BIBLIOTECA

